



**UNIVERSITÉ
BORDEAUX
S E G A L E N**

UFR Sciences Humaines et
Sociales
-
Sociologie

Yeison VASQUEZ

Sous la direction d'Agné Villechaise

Participation et Concertation : Entre la société civile et l'État

-

L'exemple de la Table de Concertation de Lutte contre la pauvreté (MCLCP) de Cajamarca - Pérou

Résumé

La démocratie participative au Pérou s'est construite à travers la participation et la délibération. L'institutionnalisation de sa pratique a officiellement créé des dispositifs qui permettent l'inclusion de la société civile dans la prise de décision. Ainsi, la Table de Concertation de Lutte contre la pauvreté (MCLCP) est devenue l'étendard de la concertation. Alors, pourquoi et comment la société civile et l'État participe-t-elle au sein de la MCLCP de Cajamarca ? C'est en s'appuyant sur une sociologie de l'évaluation que cette recherche entend répondre à cette question. Par conséquent, l'étude de la qualité de la participation et de la concertation nous permettra de montrer d'une part les indicateurs d'analyses de la qualité et d'autre part la caractérisation de la démocratie participative dans la MCLCP de Cajamarca.

Mots-clés : démocratie participative, dispositif, participation, concertation, représentation.

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord à mes parents, sans qui rien n'aurait été possible.

Je remercie également ma directrice de mémoire, Agnès VILLECHAISE, pour ses précieux conseils.

Je tiens à remercier mon enseignante Sandrine Rui de m'avoir épaulé en ce qui concerne l'encadrement théorique.

Merci aux représentants de la MCLCP de Cajamarca pour leur disponibilité tout au long de ma recherche.

Je remercie aussi Fanny Godoy Boy, ma compagne, qui a su m'accompagner dans ma recherche.

Merci à mes camarades de classe, pour le temps qui ont pu m'accorder.

Pour terminer mes remerciements, j'en profite pour remercier Yacine Baha, mon amis personnel, qui a su être à ma disposition, pour son écoute et pour ces petits détails essentiels lorsque j'en ai eu besoin.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
PREMIERE PARTI : UNE APPROCHE DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE : ENTRE THEORIE ET EMPIRIE.....	8
1 L'état de la démocratie participative au Pérou.....	8
1.1 L'Emergence de la démocratie participative au Pérou.....	8
1.1.1 La transition vers la démocratie et l'institutionnalisation de la démocratie participative.....	8
1.1.2 La démocratie participative dans la décentralisation.....	13
2 Les critères d'une évaluation de la démocratie participative.....	16
2.1 La qualité de la démocratie participative : La question de départ et la formulation de la problématique.....	16
2.2 La démocratie participative et la qualité de la participation.....	24
2.3 Les citoyens face à ses représentants.....	28
2.4 La représentation de la société civile dans les dispositifs participatives : Une inclusion des exclus ?.....	29
2.5 La structuration de la prise de décision : une approche à la théorie de consensus.....	30
3 La démarche du travail de terrain.....	34
3.1 La définition du type de recherche.....	35
3.1.1 Analyses Documentaire.....	35
3.1.2 Des questionnaires.....	35
3.2 L'échantillonnage et la méthode de recueil.....	36
3.3 Le traitement de données.....	36
DEUXIEME PARTIE : L'EVALUATION DES PROCEDURES ET DE PROCESSUS DEMOCRATIQUE PARTICIPATIVE : L'EXPERIENCE DE LA TABLE DE CONCERTATION DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A CAJAMARCA (MCLCP).....	37
4 Le processus de la participation de la société civile et l'état dans la MCLCP de Cajamarca.....	37
4.1 Le type et le niveau de la participation de la société civile et de l'état.....	38
4.2 L'inclusion de la société civile dans les processus décisionnels.....	41
4.3 Les caractéristiques de la représentation sociale dans la MCLCP de Cajamarca.....	47

5	La qualité du processus décisionnel dans la MCLCP de Cajamarca.....	51
5.1	Comment est caractérisé le consensus de base dans la MCLCP de Cajamarca	52
5.2	Comment est caractérisé le consensus de procédure dans la MCLCP de Cajamarca.....	56
5.3	Comment est caractérisé le consensus d'action politique dans la MCLCP de Cajamarca	58
	CONCLUSION	61
6	BIBLIOGRAPHIE	64
7	ANNEXES	69
7.1	SOURCES	69
7.2	QUESTIONNAIRE.....	70
7.3	RAPPORT DE STAGE MASTER 1 – YEISON VASQUEZ	81

INTRODUCTION

L'année 2000 marque une étape importante au Pérou avec la disparition d'un régime qui a affaibli considérablement la communication entre les secteurs de l'État et la population. La méfiance a été installée dans la société en général et la découverte de la corruption est fortement affectée par l'image et la crédibilité du système politique. Même aujourd'hui, la situation est évidente dans la société péruvienne. Dans ce contexte-là, le processus de transition politique a commencé par le gouvernement de transition de Valentin Paniagua, en commençant le processus de décentralisation en 2002. Voici maintenant douze ans que l'Etat et les citoyens sont appelés à dialoguer pour le développement de leurs communautés, par le biais de l'espaces institutionnalisés tels que : 1) Le Conseil de Coordination Régionale (CRR) ; 2) Le Conseil de Coordination Locale (CCL) ; 3) Les Budgets Participatifs ; 4) Les Plans de Développements Concertés (PDC) et enfin 5) Les Tables de Concertation de Lutte contre la Pauvreté). Ces dernières sont des espaces de concertation dans lesquelles participent les institutions gouvernementales et la société civile afin d'adopter des accords en termes de transparence, de justice et d'efficacité dans le but de lutter contre la pauvreté dans chaque région, département, province et district du Pérou. Les finalités de ces "Tables" restent : L'amélioration des niveaux de développement humain et le surpassement de la pauvreté au moyen de l'action ordonnée de l'État et de la société civile ; la consolidation de la pratique de la démocratie participative ; et une décentralisation tangible du pays. Dans ce sens, la MCLCP promeut la participation de la société civile qui signifie dès lors la représentation d'une organisation, l'inclusion dans une pluralité de perspectives ; et enfin l'action au nom d'une organisation et non plus à titre individuel.

Ainsi, une prolifération de diverses formes de participation des citoyens dans l'espace local a été fortement développée au Pérou durant les trente dernières années et sont expliqués par la confluence de plusieurs facteurs qui ont conduit à l'institutionnalisation de l'implication des populations dans les accords gouvernementaux. La démocratie participative et directe sont les deux références théoriques qui ont marqué l'instauration de la participation citoyenne dans l'action publique, principalement dans la politique publique. Depuis 2002, la participation est l'un des principes directeurs de la politique, c'est à dire, l'attribution d'une série de ressources juridiques, budgétaires et politiques qui permettent de concevoir et de mettre en œuvre des politiques publiques. Cette logique suppose l'existence d'un ensemble de processus qui conduirait l'analyse de la construction et de la mise sur agenda qui est en rapport avec les politiques publiques. En ce sens, assurer le renforcement des espaces de participation et de

consensus est une tâche en attente, il faut vraiment améliorer ces processus parce qu'il y a le risque des années de travaux et d'efforts pouvant être perdus pour générer le capital social et donc la construction de citoyens actifs et engagés, qui seraient nécessaires pour la viabilité de la démocratisation de l'État péruvien.

Notre travail s'engage dans une sociologie de l'évaluation *«intéressées à l'évaluation des procédures et des processus, pour passer à une sociologie étiq ue au niveau du design institutionnel »* (Reber 2011, 167). Alors, nous croyons que les recherches amenées au Pérou, ne sont pas suffisantes pour obtenir un design institutionnel réel de la démocratie participative, pour nous ces types de recherche ont créés une image dénaturée de la démocratie, celle-ci a promu une fausse idéalisation des possibilités de la démocratie participative au Pérou. Pourtant, nous pensons de promouvoir rapidement l'un des recherches qui s'intéressent à la qualité des processus de participation et concertation.

Notre objectif est de formuler un ensemble de variables et d'indicateurs qui permettront à différencier les chercheurs des sciences sociales ou politiques pour se lancer dans la recherche de la qualité de la démocratie participative. D'ailleurs nous sommes conscient que notre activité est naissante mais importante pour trouver les réelles dimensions de l'institutionnalisation de la démocratie participative au Pérou. Selon Reber, l'intérêt de l'enquête sur la qualité de la démocratie est doublée : *« D'une part, Ils se rapprochent des déroulements des processus. D'autre part, ils se soumettent à la contrainte de la transparence méthodologique et pratique. En effet, ils s'exposent à la critique des chercheurs par leurs choix théoriques, l'explication de leurs questionnaires, les instruments mis en place pour recueillir les évaluations, la confrontation des publics variés et leurs interprétations des résultats »* (Reber 2011, 169). De plus notre recherche s'engage sur une évaluation par le résultat et par le processus. D'une part, la évaluation par processus *«l'engagement effectif et équitable des participants, ainsi, qu'une communication qui soit à double sens et des interactions réelles* (Idem, 172). D'autre part, *l'évaluation des résultats «repose principalement sur la représentativité des populations affectées, l'impact sur l'attitude et les décisions des comandataires... »* (Idem, 172).

Alors, notre travail vise d'une part à proposer les indicateurs qui permettent de mesurer la qualité de la participation et de la concertation entre la société civile et l'état dans le contexte péruvien. D'autre part, à identifier et analyser le type et le niveau de participation de la société civile et l'État ; à décrire la représentation de la société civile ; à identifier et décrire l'amplitude de la représentation de la société ; à décrire et analyser le processus de

concertation entre la société civile et l'État. Pour répondre à notre intérêt et à nos objectifs de notre recherche, nous aborderons dès lors une perspective quantitative, où le principal outil sera le questionnaire. D'ailleurs la systématisation et l'analyse des données seront à travers le logiciel SPSS.

Pour effectuer cette tâche, nous étudierons une des dispositifs les plus importantes de la décentralisation au Pérou, la Table de Concertation de Lutte Contre la Pauvreté (MCLCP)¹. Elle été créé le 18 janvier 2001, est un espace dans lequel des institutions de l'État et de la société civile participent pour adopter des accords et pour coordonner les actions qui permettent de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque région, département, province et district du Pérou. La MCLCP cherche à garantir : une prise en compte intégrale qui articule les objectifs économiques aux objectifs sociaux ; la participation de la société dans la prise de décisions de l'État dans ses niveaux nationaux, régionaux et locaux ; l'accès universel aux services basiques de la santé, une éducation de qualité et de bonnes conditions de travail ; une attitude prioritairement préventive pour éviter la perte de capacités humaines. En particulier en protégeant du dommage à la première enfance, en assurant le maintien des actifs communs et en s'appuyant la génération d'opportunités économiques.

Dans toutes les instances, les objectifs de la Table de Concertation de Lutte contre la Pauvreté a pour but concerter les politiques sociales dans une perspective de développement humain avec un objectif d'équité et de genre, d'obtenir une plus grande efficacité dans l'exécution des programmes concernant la lutte contre la pauvreté, Institutionnaliser la participation des citoyens dans la formulation, la prise de décisions et le contrôle de la politique sociale de l'État. Maximiser la transparence et l'intégrité dans la gestion des programmes sociaux qui améliorera la lutte contre la pauvreté.

La recherche se déroulera spécifiquement sur la Table de Concertation de Lutte contre la pauvreté de la région de Cajamarca². Cet espace est constitué par une instance qui se nomme

¹ Vous pouvez trouver toutes les informations sur ce site : (<http://www.mesadeconcertacion.org.pe/contenido.php?pid=90>)

² Ce travail a été réalisé au Pérou particulièrement dans la région de Cajamarca, qui est situé dans les montagnes du Nord. De plus, Cajamarca a une superficie de 34022,88 Km² et une population qui arrive 1 3 387 809 habitants où 67% de la population est rurale (Gobierno Regional de Cajamarca 2010, 25). Cajamarca se classe dans les cinq régions les plus pauvres du pays, le rang de la pauvreté est de 53% à 57% (Panorama Cajamarquino 2014).

Comité Exécutif Régional (CER) qui se charge de diriger et de coordonner l'exécution des objectifs de la MCLCP, responsable de coordonner la mise en pratique des orientations et des accords adoptés par le Comité Exécutif National. Elle est présidée par le Coordinateur et est composée des représentants d'institution principale de l'État et des organisations de la société civile de la province ou des districts.

Enfin, Ce document comporte deux grandes parties. Le premier est divisé en trois sections où nous présentons l'émergence de la démocratie participative, l'encadrement théorique et finalement l'encadrement méthodologique. Dans la première section, nous analyserons le contexte de la situation actuelle, en particulier la chute de Fujimori et la transition vers le gouvernement d'Alejandro Toledo ; dans le second, nous mettrons en place l'encadrement théorique pour l'évaluation des résultats et nous conclurons l'encadrement méthodologique.

Dans la deuxième partie, nous présenterons les résultats du démarche du terrain où nous essayerons de mettre en œuvre les variables que pour nous servent à mesurer la qualité de la démocratie participative au Pérou. Cette partie est divisée en trois sections correspondant aux trois niveaux de consensus.

PREMIERE PARTI : UNE APPROCHE DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE : ENTRE THEORIE ET EMPIRIE.

1 L'état de la démocratie participative au Pérou.

1.1 L'Emergence de la démocratie participative au Pérou

La démocratie est un système politique, à cet égard, il existe plusieurs façons de le classer, mais le problème est que chacun qui veut le classer comme il le veut, dire la démocratie ce qu'ils veulent et appellent la démocratie à ce que vous voulez. Selon Sartori : « *la démocratie signifie la démocratie politique. Aujourd'hui, cependant, on parle aussi de la démocratie dans un sens non politique ou subpolitico, comme lorsque nous entendons parler de la démocratie sociale, démocratie industrielle et la démocratie économique. S'il est des expressions parfaitement légitimes, sont largement responsables de la situation de confusion entre la démocratie* » (2000, 28). Pour cette raison, le plus claire et objective est parler de démocratie directe, démocratie représentative et démocratie participative (il est nécessaire de préciser que au Pérou se mêlent ces trois types de démocratie). C'est pour cela qu'il est nécessaire de décrire quelles sont les principaux fondements de la démocratie participative. Premièrement, nous pouvons dire que la démocratie participative repose sur la crise de la démocratie représentative et deuxièmement sur « *l'idée de la complémentarité enchantée de la participation* » (Blatrix 2011, 200).

1.1.1 La transition vers la démocratie et l'institutionnalisation de la démocratie participative.

Tout d'abord, nous sommes témoins d'une crise de la démocratie représentative, laquelle est affirmée par différentes enquêtes réalisées dans le champ scientifique tant en sciences politiques qu'en sociologie politique. Cette crise est caractérisée au Pérou selon Tanaka par trois aspects fondamentaux : la crise de la représentation politique, l'affaiblissement des institutions démocratiques et le déclin du système de parti politiques. Ce contexte-là selon O'donnell est propre à certaines démocraties comme celles de l'Argentine, du Brésil, du Pérou, de l'Équateur et de la Bolivie, pour lui : « *certaines démocraties nouvellement installés ... sont des démocraties, en ce sens qu'il répond aux critères de Robert Dahl...Mais ces démocraties ne sont pas des démocraties représentatives ; ils ont un ensemble de caractéristiques qui me tenter de les appeler démocraties "delegativas"* » (1995, 223)³. La

³ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d' O'donnell.

démocratie délégataire est caractérisée par O'donnell, de la manière suivante : « *qui a gagné une élection présidentielle est autorisée à gouverner le pays comme il semble approprié et, dans la mesure où permis par les rapports de forces existant jusqu'à la fin de son mandat. Le Président est l'incarnation de la nation, le Président garant de l'intérêt national... Tout ce que le gouvernement n'a pas besoin de garder toute ressemblance à ce qu'il dit ou promis pendant la campagne électorale...* » (Idem, 223).

Par ailleurs, la crise du système représentatif n'est pas seulement une caractéristique des états de l'Amérique latine mais est une caractéristique propre au système représentatif « *...la critique du système représentatif n'est pas nouvelle. Elle est aussi ancienne que le système représentatif lui-même, au point que l'on peut parler à son égard d'un état de crise permanente* » (Robbe 2007, 18). Cette nous permet de dire que « *...l'idée de la représentation individualiste fondée sur le suffrage universel est insuffisante, en ce qu'elle ne permet pas une représentation réelle de la société* » (Idem, 23). Dans un contexte de crise, l'institutionnalisation de la démocratie participative au Pérou arrive à travers de la mobilisation sociale qui repose essentiellement sur « *l'action de groupes organisés qui jouent un rôle moteur* » (Garraud 1990, 32). Elle est également rendue possible par la démission de Fujimori qui « *a abandonné son poste de président, en lui communiquant sa démission d'un simple e-mail, expédié depuis un hôtel de Tokyo !* » (Auroi, et al. 2002)⁴. Revenons sur cet événement :

Tout d'abord, le 28 juillet 2000 des milliers de Péruviens en provenance de diverses régions se réunissent dans la capitale avec comme objectif de récupérer la démocratie « volée » par la dictature de Fujimori. Ce jour-là, le mouvement social nommé « La Marcha de los 4 Suyos⁵ » a réussi à attirer l'attention de plusieurs acteurs importants et permis de mettre un terme à l'époque autoritaire de la vie politique du Pérou.

4 Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Auroi.

5 « Ce mouvement est connu comme la marche des 4 Suyos (4 régions) qui a manifesté durant les fêtes de la patrie le 26 au 28 juillet. Ces manifestations ont été déclenchées par le candidat Alejandro Toledo, appelant à manifester contre les élections frauduleuses qui avaient permis la réélection d'Alberto Fujimori...il y a des organisations comme les fronts régionaux et autres organisations populaires qui comprenaient des fédérations d'étudiants, ONG, groupes de femmes, associations de quartier et nombreux partis politiques. En tant qu'expression biologique du sentiment profond contre l'autoritarisme de Fujimori, le Comité d'organisation de la marche avaient une représentation assez large » (Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Poole et Rénique 2007, 2).

Ensuite, la démission a déclenché une absence de pouvoir qui a créée une grande confusion institutionnelle. Cette confusion a été résolue en donnant le rôle de président de la République du Pérou à Valentin Paniagua jusque-là président du parlement. Il a promis de contribuer la reconstruction démocratique du pays, pour laquelle il chercherait un consensus politique, corriger certaines lois et de réformer la composition des institutions de l'Etat pour assurer son indépendance et son bon fonctionnement. Pour accomplir ces tâches, « *il a annoncé la formation d'un gouvernement d'uni et la réconciliation nationale...* » (Zarate 2011)⁶. Selon Panfichi y Dammert :

« L'opportunité pour entamer ce processus s'est présentée lorsque des personnalités et militants civils, principalement la gauche chrétienne, ont été invités par le Président Paniagua pour occuper des postes dans le gouvernement transitoire. Ces militants sont venus au gouvernement sans passer par l'intermédiation du parti et partagent le même projet politique que nous pouvons appeler « gauche chrétienne ». Le terme « projet politique » ne désigne pas une idéologie ou une action partisane, mais un ensemble de convictions politiques, religieuses, des intérêts et des idéaux qui ont guidé l'action sociale et politique des acteurs dans les différents domaines de la vie publique. Le projet politique en question reposait sur la participation de la société civile dans la gestion publique, comme postulat de base, afin de réduire la pauvreté de manière plus efficace et sur l'analyse de la participation, afin d'améliorer le fonctionnement fragile du système démocratique péruvien (...) » (Panfichi et Dammert 2006, 326)⁷.

Nous pouvons voir que le changement de l'action publique pendant le gouvernement de transition a été possible grâce à l'intervention d'un ensemble des acteurs politiques et sociaux dans l'élaboration des politiques publiques. Cette intervention a permis, d'une part la transportation des expériences participatives développées pendant les années 80 et 90 vers le gouvernement et d'autre part, la consolidation d'une « soupe primordiale » des solutions d'action publique. Selon Panfichi et Dammert :

« La Commission Episcopal de Action Social (CEAS) soumis pour le gouvernement de Valentin Paniagua, propose que la lutte contre la pauvreté fait partie de l'ordre du jour de la transition. La proposition consistait à recueillir les expériences de participation qui a été élaborée dans les différents districts et provinces et institutionnaliser une structure nationale

⁶ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Zarate.

⁷ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Panfichi y Dammert.

décentralisée. M. Bambarén a présenté cette proposition au nom de la CEAS à la ministre de l'époque de la présidence Juan Inchaustegui et le ministre de la femme, Susana Villarán, et après plusieurs cycles de négociations, il a été convenu de la prendre » (Idem, 19).

Ainsi, on peut voir que la participation citoyenne a été la solution d'action publique envisageable par les acteurs politique et sociaux et qu'elle a permis, « le 18 janvier 2001, la Constitution de la table de concertation pour la lutte contre la pauvreté (MCLCP), dont les actions sont parvenues dans la sphère d'action du ministère pour la promotion de la femme et du développement humain (PROMUDEH) » (Ortiz de Zarate 2011)⁸. Cette action politique met en évidence d'une part que le contexte social et politique pendant les années 90 et les mouvements sociaux forts de l'année 2000 ont été des moments d'ouvertures de l'agenda. D'autre part, elle montre que les expériences de participation mis au point au cours des années 80 et 90 ont fonctionnés, selon Kingdon, comme une « soupe primaire ». Cette vision est confirmée par Ballon. Il nous dit que : « Les différentes expériences des années 80 et 90 et leurs résultats dans le domaine de la gouvernance démocratique ont permis la création de la table de concertation pour la lutte contre la pauvreté pendant le gouvernement de transition (MCLCP) »⁹ (Ballon 2003, 15)¹⁰. Dans le tableau suivant nous présenterons la magnitude de l'application de la MCLCP sur le territoire péruvien :

⁸ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Ortiz de Zarate.

⁹ Les objectifs du MCLCP étaient de : « Concerter les politiques sociales dans une perspective de développement humain avec comme objectifs l'égalité et l'accroissement de l'efficacité dans l'exécution des programmes concernant la lutte contre la pauvreté.. Institutionnaliser la participation des citoyens dans la formulation, la prise de décisions, le contrôle de la politique sociale de l'État, maximiser la transparence et l'intégrité dans la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté ». (Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP 2001).

¹⁰ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Ballon.

Tableau 1 : Présence de la Table de Concertation pour la lutte contre la pauvreté au Pérou

Département	Provinces ayant une table de concertation sur le nombre total	Districts ayant une table de concertation sur le nombre total
Madre de Dios	3/3	8/10
Puno	12/13	32/108
Apurímac	7/7	59/80
Ayacucho	11/11	37/109
Huancavelica	6/6	18/93
Junín	9/9	64/123
Pasco	3/3	26/28
Madre de Dios	3/3	8/10
Ucayali	4/4	13/14
Huánuco	11/11	48/74
San Martín	10/10	69/77
Loreto	6/6	40/49
Amazonas	7/7	36/83
Cajamarca	12/13	37/127
Cusco	11/13	40/108
Tumbes	3/3	7/12
Piura	8/8	43/64
Lambayeque	3/5	32/38
La Libertad	12/12	35/83
Ancash	18/20	5/166
Ica	5/5	32/43
Moquegua	3/4	14/20
Tacna	4/4	25/26
Arequipa	8/8	56/109
Callao	0	6/6
Lima	10/11	128/128
TOTAL	181/194	790/1,821

Source : (Idem, 16-17)

1.1.2 La démocratie participative dans la décentralisation.

Après le gouvernement de transition marqué par l'émergence, l'expérimentation et la consolidation de la MCLCP constituent un nouvel âge de la démocratie participative qui semble émerger avec l'élection d'Alejandro Toledo (le 28 Juillet 2001). Selon Arroyo et Irigoyen : « *Alejandro Toledo a annoncé dans le premier message présidentielle la décentralisation et les élections régionales* » (Arroyo et Irigoyen 2005, 81)¹¹. L'institutionnalisation de la démocratie participative pendant ce temps s'appuie fortement sur le modèle de anticipation et aussi sur le modèle de l'action corporatiste silencieuse. A ce propos-là, Arroyo et Irigoyen nous annoncent que le gouvernement a convoqué différents acteurs sociaux avec la finalité de formuler la politique publique qui permettrait d' » institutionnaliser la démocratie participative dans l'action publique.

« Le gouvernement devrait alors convoquer ceux qui connaissent bien le sujet pour faire face à la promesse sur laquelle les représentants de la communauté épistémique de la décentralisation pourraient atteindre certains instances de formulation et de la prise de décisions. Au Congrès, le Conseil National de la décentralisation et le ministère de la présidence sont initialement responsables de la promotion » (Idem 2005, 81)

En effet, ce sont les autorités publiques qui ont joué un rôle important dans l'initiation de la démocratisation de l'état péruvien, à travers la décentralisation. Mais aussi, ce sont les groupes organisés qui sont parvenus à saisir l'espace politique. Ces groupes organisés sont composés de trois types d'acteurs :

- des structures associatives ;
- des acteurs politiques principalement liés au parti de la gauche ;
- d'un groupe qui s'appelle communauté épistémique démocratique.

Pour mieux comprendre la nébuleuse des acteurs qui sont intervenus dans l'institutionnalisation de la démocratie participative, il serait nécessaire de mentionner la conceptualisation que Gourgues a faite sur les associations d'acteurs. D'après lui : « *En science politique, l'idée de nébuleuse renvoie à un ensemble disparate d'acteurs agissant en faveur d'une cause, mais également aux lieux et institutions dans lesquels se rencontrent ces acteurs et aux réseaux de sociabilité dans lesquels se nouent les alliances et se définissent les orientations de la réforme* » (2013, 71)

¹¹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen.

La relance de la démocratie participative sert à formuler les principales politiques de l'Etat péruvien, pour que le président Toledo réussisse à convoquer les principaux acteurs : la société civile, les partis politiques et l'entreprise. À la suite de cela, le gouvernement de Toledo a commencé par l'installation d'une table de concertation qui s'appelle Acuerdo Nacional (Accord national)¹².

Dans ce consensus, le renforcement de la démocratie et de l'état de droit fait partie des principaux objectifs du gouvernement d'Alejandro Toledo. À cet égard, Alejandro Toledo s'est prononcé en faveur d'une grande réforme décentralisatrice qui a développé au Pérou la démocratie participative. Selon Chavier, il existe un lien naturel entre décentralisation et démocratie participative « *la première doit servir à rapprocher des décisions des citoyens, à responsabiliser les élus, les décideurs, puisqu'ils seront plus facilement identifiés par la population... Quant au développement de la participation locale, l'argument redondant en sa faveur...est qu'elle permettrait de réapprendre à participer aux suffrages politiques : elle serait ainsi pédagogique...pour former un citoyen, il est nécessaire de pratiquer une véritable démocratie locale* » (2007, 149)

Cette approche de la décentralisation et la démocratie participative a été confirmée par le projet de loi relatif au développement des divisions administratives (Loi N°27680) selon quatre niveaux de gouvernement : national, régional et gouvernements locaux, qui comprennent les municipalités provinciales et locales. D'autre part, la loi 27783 a vraiment construit une structure de gouvernement décentralisé dans lequel l'État partage et délègue ses pouvoirs et fonctions. Ensuite, le gouvernement d'Alejandro Toledo a approuvé un encadrement normatif qui a permis d'institutionnaliser la démocratie participative comme une politique publique :

- Loi N°27867, loi organique des gouvernements régionaux ;
- Loi N° 27972, loi organique des municipalités ;
- Loi N° 28056, Cadre de budget participatif ;
- Loi N° 28273, de système d'accréditation des gouvernements régionaux et locaux.

¹² L'accord national est l'ensemble des politiques d'État élaborées et approuvées sur la base du dialogue et de consensus, après un processus d'ateliers et consultations au niveau national afin de définir une orientation pour le développement durable du pays et de faire valoir leur gouvernance démocratique. La signature de l'accord national a eu lieu lors d'une cérémonie au Palais du gouvernement le 22 juillet 2002, avec la participation du président de la République, Alejandro Toledo, le Président du Conseil des ministres, nuisibles et les principaux représentants des organisations politiques et membres de la société civile...<http://www.acuerdonacional.pe/definicionAN#sthash.xbTrP956.dpuf>

Cette encadrement normatif a institutionnalisé la démocratie participative à travers l'installation des différents dispositifs participatifs dans tout le territoire péruvien, le Conseil de Coordination Régional/Local (CRR/CCL), le Plan de Développement Concertés (PDC), les Budgets Participatifs (BP) et la Table des Concertations pour la Lutte Contre la Pauvreté ((T/M) CLCP).

Par ailleurs, la décentralisation comme un processus de démocratisation a été élaborée comme s'il s'agissait d'une réforme de l'Etat. Cependant, il y a aussi un processus d'action corporatiste silencieuse qui a été développée principalement par la communauté épistémique (expliquer de quoi il s'agit) qui a cherché à influencer l'autorité politique non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, « *ce modèle suppose donc, ...une capacité d'accès privilégiée (organisationnelle ou relationnelle) et d'action directe auprès des autorités publiques* » (Garraud 1990, 38). Selon Arroyo et Irigoyen :

« La communauté épistémique de la décentralisation est un groupe de pression qui cherche le pouvoir de décision de l'extérieur puis de l'intérieur à travers des réseaux d'articulation et de groupes d'appui tels que le réseau péruvien (RED Perú=en espagnol), table de concertation de lutte contre la pauvreté (MCLCP), REMURPE, Grupo Propuesta Ciudadana, ...etc. Lors des préparatifs pour les élections d'avril 2001 la Coordinadora de Frentes de Defensa a négocié avec le parti Politique Perú Possible pour mettre ses propres candidats sur sa liste de candidats parlementaires, puis au Congrès, qui sont devenus des concepteurs de la décentralisation. Le 28 juillet 2001, le nouveau gouvernement du président Toledo a annoncé dans le premier message présidentielle la décentralisation et les élections régionales » (Arroyo et Irigoyen 2005, 80-81).¹³

Arroyo et Irigoyen démontrent la capacité qu'ont les acteurs pour mobiliser leurs ressources intellectuelles et leur expertise à faveur de la promotion de la décentralisation, la participation et la construction de la citoyenneté. Cette communauté¹⁴ épistémique de la décentralisation a été créée premièrement par des structures associatives (particulièrement ONG), qui proposent leurs services dans l'animation d'expériences participatives. Par exemple : CARE, DESCO, AEDES, IDEAS, CIED, CEDEP, etc. Deuxièmement un groupe

¹³ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen.

¹⁴ *La communauté épistémique « est une communauté d'action et de réflexion, un réseau de gestionnaires et de chercheurs autour d'un discours avec des idées, avec une inclinaison de nuances et différents à l'intérieur, mais placés ensemble en faveur de la décentralisation, la participation et la construction de la citoyenneté » (Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen 2005, 83).*

de leaders politiques réparti selon Arroyo et Irigoyen en trois générations : la « génération des élus précurseur », ceux qui ont commencé ces expérience participative pendant les années 70 et 80 ; la génération des municipalités de pionniers", pendant des années 90 ; la «*génération des municipalités participatives avec un contexte favorable*» qui s'est développé pendant la *transition démocratique et la décentralisation, entre les années 2000 et 2004* » (Idem, 26). Troisièmement, un groupe académique est composé principalement par la RED Peru, Grupo Propuesta Ciudadana et Instituto de Estudios Peruanos (IEP). Selon Rivera : « *La RED Perú aussi la Remurpe (Réseau de Municipalités Locales rurales) étaient responsables de l'élaboration des schémas ? Pour former, enseigner et promouvoir la démocratie participative comme les mécanismes de budgets participatifs* » (Rivera Rúa 2007, 6)¹⁵.

La majorité des mécanismes de la participation qui ont été créés durant le processus de décentralisation visent à incorporer la citoyenneté dans la gestion publique à travers des dispositifs de concertation, contrôle et de transparence.

2 Les critères d'une évaluation de la démocratie participative.

2.1 La qualité de la démocratie participative : La question de départ et la formulation de la problématique

Comme nous avons pu le constater dans l'analyse ci-dessus, la pratique de la démocratie n'est ni homogène, ni cohérente. Au contraire, elle est soumise au contexte ou de différentes circonstances historiques permettant un développement particulier. Cette notion nous permet d'affirmer pour différentes raisons et pour l'importance qu'elle a dans les systèmes politiques, que la démocratie est l'un des concepts très controversés dans l'histoire du monde dans de nombreux pays. Plusieurs de ces controverses provoquées par les désaccords entre capitalistes et socialistes ou libéraux et sociales-démocrates et également par des confusions épistémologiques qui se définissent par la démocratie. Mais la réalité est que ces conceptions erronées font croire qu'elle fonctionne mal, alors que les théories et les concepts mal élaborés donnent lieu à des actions nocives décréditant cette démocratie. Cependant, l'objectif n'est pas de construire une théorie démocratique mais de créer une structure de recherche qui permettrait de se lancer dans une évaluation pour essayer de comprendre le réel fonctionnement de ce dernier.

¹⁵ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen.

L'évaluation de la démocratie est une activité complexe qui permet d'impliquer l'intervention de nombreuses variables. Selon Bernard :

«On peut évaluer la démocratie de plusieurs façons. L'une des approches possibles est celle de d'Adam Przeworski qui s'appuie sur des analyses statistiques et la théorie des jeux pour proposer une nouvelle théorie générale de la démocratie...On peut vouloir établir un lien fort non pas entre les niveaux de vie des habitants d'un pays et les niveaux démocratique mais la qualité de leurs échanges et celui-ci. En effet, si la démocratie permet de résoudre ou de vivre de façon civile les conflits, elle s'appuie souvent sur des débats plus ou moins fermement structurés » (2011, 159).

Dans ce contexte-là, notre enquête prend position d'une évaluation qui se relie par la qualité du processus de la participation et de la concertation c'est-à-dire que notre travail a pour référence ces deux concepts qui font partie de la démocratie participative. Pour une simple et bonne raison : la concertation à vue le jour au Pérou dans le cadre de la démocratie participative grâce à la Table de concertation de lutte contre la pauvreté (MCLCP) et grâce à l'Accord National évoqué par le gouvernement de Alejandro Toledo. Dans la littérature péruvienne, il n'existe ni débat théorique ni empirique de concurrence divisant les démocraties participatives, de proximités, délibératives et continues. Cette absence a provoquée d'une part la genèse d'un processus démocratique partiel et contradictoire et d'autre part la superposition des fonctions de dispositifs participatifs.

Le concept de la démocratie participative se développant au Pérou, se réfère à partir de différents types d'expressions :

1) la démocratie participative se repose sur *« l'ensemble des procédés par lesquels le peuple exerce...un contrôle sur le pouvoir politique » (Robbe 2007, 14)*. Cette référence s'explique grâce à dispositif nommé Comité de Vigilancia Ciudadana (Les Comités de Vigilance Citoyenne).

2) la démocratie participative s'implique avec la démocratie délibérative. Elle permet : *«d'ouvrir le processus décisionnel en direction de la société civile, d'entendre la voix des citoyens, d'abord en prenant langue avec les structures qui résultent de leur libre association...ensuite en s'efforçant de recueillir directement le point de vue des intéressés» (Idem, 15)*. Cette conception regroupe la Table de Concertation de Lutte contre la Pauvreté, le Conseil Régionale de Coordination (Consejo de Coordinación

Régional/Local), des Budgets Participatives (PP), et le Plan de Développement Concerté (PDC).

3) D'après Pateman, la démocratie participative s'entend par : « *l'implication direct dans la décision au niveau local... La démocratie participative est donc le régime dans lequel le maximum d'inputs (participation) est requis et dans lequel les outputs n'incluent pas uniquement les politiques publiques (décisions) mais également le développement des capacités sociales et politiques de chaque individu, afin qu'il y ait un effet rétroactif des outputs sur les inputs* » (G. Gourgues 2010, 70).

Alors, pour notre travail, nous assumerons le concept qui a été élaboré par Gourgues. D'après lui : « *La démocratie participative comme l'ensemble des opportunités de participation et de délibération offertes par les pouvoirs publics à une population donnée. Deux aspects cruciaux se dégagent de cette définition : d'une part, l'idée d'une offre, formalisée à travers des dispositifs et d'autre part, l'idée d'une extension de la participation à des individus qui en étaient éloignés (de manière réelle ou supposée)* » (Idem, 71). Ensuite, selon Joshua Cohen toutes « *Les délibérations sont inclusives et publiques. En principe, nul ne peut en être exclu, toutes les personnes susceptibles d'être concernées par les décisions prises ont des chances égales d'y accéder et d'y participer* » (Loïc 2000, 332) . Malheureusement nous croyons que la faiblesse politique, sociale et institutionnelle de la décentralisation du Pérou, montre que les dispositifs de la démocratie participative a été accaparé principalement par les ONG et d'autres associations ne sont pas exactement représentant, en particulier des groupes socialement exclus. L'élargissement de la participation électorale au processus décisionnel a été une tâche complexe pour le Pérou. Donc, l'Etat et les citoyens sont invités à dialoguer sur le développement de leurs communautés, par le biais des espaces institutionnalisés, telle que : La Table de Concertation de Lutte contre la Pauvreté (MCLCP). Elle est une espace de concertation où participent les institutions gouvernementales et la société civile qui d'adoptent des décisions en termes de transparence, de justice et d'efficacité dans le but de lutter contre la pauvreté dans chaque région, province et district au Pérou. Donc nous nous concentrerons sur un mécanisme de participation qui a été en quelques sortes, l'étendard de la décentralisation péruvienne depuis 2002.

Les finalités de ces "Tables" demeurent l'amélioration des niveaux de développement humain et le surpassement de la pauvreté au moyen de l'action ordonnée

par l'État et par la société civile ; la consolidation de la pratique de la démocratie participative et une décentralisation tangible du pays. L'obligation de renforcer cette participation citoyenne a incitée quelques chercheurs en sciences humaines à étudier la participation et la concertation, principalement dans les espaces institutionnels créés. De plus, il est nécessaire d'expliquer, de caractériser le système démocratique et d'analyser comment les citoyens s'expriment dans les cas de processus de décentralisation.

Par ailleurs, de nombreuses recherches mise en place au Pérou ou dans les pays internationaux ayant permis l'évaluation de la démocratie participative, ont été réalisées afin de souligner les résultats de la participation et de la concertation. Au niveau international, selon Reber : « *Il n'y a que trois recherches sur trente qui se concentrent uniquement sur les processus alors qu'une bonne moitié ne s'intéresse qu'aux résultats* » (2011, 172). L'horizon péruvien n'est pas différent car beaucoup de chercheurs savants de la démocratie tels que Martin Tanaka, Carlos Melendez, Palacios, Panfichi, Romeo Grompone et Remy s'attachent qu'aux résultats. Cependant, Juan Arroyo et Irigoyen ont donné des arguments leur permettant de voir la qualité du processus de cette participation. Cette analyse repose sur l'identification de la capacité inclusive des expériences participatives et sur le rôle de certains acteurs dans les processus de participation ainsi que le caractère qui contraignent les prises de décisions. Toutefois l'analyse démocratique participative, au Pérou, rencontre une insuffisance de compréhension en ce qui concerne la qualité des débats ou l'implication de secteurs exclus dans la prise de décision.

Selon Panfichi et Dammert, la MCLCP péruvien a été émergé par les conditions politiques qui existaient à ce moment-là. C'est-à-dire qu'en 2000, le Pérou est descendu d'un gouvernement autoritaire pour installer un processus de transition vers la démocratie. Le « *gouvernement de Valentín Paniagua a dû se constituer en même temps que l'héritaire de l'autoritarisme comme un gouvernement démocratique pour organiser un nouveau processus électoral ... on produit dans ce cas, le déplacement des dirigeants et activistes de la société civile vers la politique, la mutation de personnes avec ses réseaux mais aussi des expériences de participation et d'innovation politique, comme le cas de la MCLCP* » (2005, 18)¹⁶. D'abord, « *La création de celle-ci, auxquelles toutes les institutions d'une unité territoriale qui développent une activité de promotion, de développement et donne une attention à la population dans une situation*

¹⁶ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen.

de pauvreté...ils planifient ses activités conjointement pour rationaliser des ressources économiques organisées pour combattre la pauvreté, éviter une duplication de programmes, homogénéiser des points de vue, partager des diagnostics et identifier des espaces et/ou des populations abandonnées » (Remy 2005, 86)¹⁷. Ainsi, pour nous ces objectifs limitent la participation de la population à travers deux aspects : premièrement, la participation des organisations sociales de base est minimale, c'est-à-dire qu'ils deviennent de simples spectateurs, donc il leur suffit simplement d'écouter les représentants des institutions, des ONG et d'autres organisations qui concerne leurs projets, les dépenses, etc. Enfin, la population participe à des activités mis en place par les détenteurs de pouvoir.

Ensuite, le gouvernement de transition de Valentin Paniagua a mis en place les nouvelles élections présidentielles qui ont connu une période d'incertitude et du changement. *« Le premier problème qui s'introduit au cœur des militants et des agents publics ayant promu la MCLCP avait pour but de définir le nouvel encadrement institutionnel de la MCLCP pour que le nouveau gouvernement du 28 juillet 2001 ne puisse pas inverser ou dissoudre l'espace construit». (Panfichi et Dammert 2005, 25)¹⁸. Alors :*

« À l'approche de la fin de transition gouvernementale, la MCLCP devient le début d'un processus électoral avec des résultats incertains. Elle s'efface du sujet qui concerne la pauvreté, la politique social et la participation citoyenne pour obtenir l'efficienne publique dans son attention. Elle se situe également dans tous les départements, une élaboration de plans de développement régional comme activité principale entre 2001 et 2002, ainsi que des plans provinciaux et districts. » (Remy 2005, 88)¹⁹.

Selon cette analyse, la MCLCP délaisse les objectifs qui lui ont donnés vie et se convertissant en planification. Selon Remy : *«le fait de vouloir abandonner des actions en rapport avec les politiques sociales provoquerait le changement du caractère à la participation. Les fonctionnaires publics et les représentants ONG, deviennent des non gérants ou des exécuteurs de programmes et de projets, confrontés à se rendre compte des budgets et d'actions devant des organisations sociales, alors ils se transforment en*

¹⁷ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Remy

¹⁸ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Panfichi et Dammert

¹⁹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Remy

acteurs qui eux, énoncent de bonnes idées éventuelles, pour permettre l'amélioration du futur avenir de la région ou de la localité » (Idem, 89). Le problème de ce changement arrive lorsque le gouvernement d'Alejandro Toledo a institutionnalisé de nouveaux dispositifs comme les Conseils Régionaux, Conseils Locaux, Budgets Participatifs et Plans de Développements Concertés. Cela a généré une duplicité entre les dispositifs de participation et de concertation.

La Table de Concertation de la Lutte contre la pauvreté de Cajamarca (MCLCP Cajamarca).

Tout d'abord, la participation et la concertation de Cajamarca a commencé en 1993 avec l'installation de la « Table de concertation interinstitutionnel » (expérience qui précède la MCLCP de Cajamarca). Ce dispositif de participation a pour but « *d'articuler le gouvernement municipal avec les institutions publiques et civiles. Grâce à cette concertation, elle permet de garantir les projets et initiatives de développement provenant de la population organisée et répondant à leurs attentes* » (Soberon 1995, 89).²⁰ La MCLCP de Cajamarca « *s'est servi de cette expérience pour arriver à articuler des participants et formuler des agendas publiques à l'échelle régionale. Parmi les premiers agendas publics, quelques-uns sont destinés pour des questions d'environnement et des plans de développement concertés (PDC), dans lesquels la société civile participe de façon intense pendant les premières étapes (avant 2006)* » (MCLCP 2013, 106)²¹. Pour connaître les engagements de la MCLCP de Cajamarca pendant les années 2006 et 2013, nous présenterons les différentes actions qu'elle a développée :

- L'accompagnement du budget participatif : La MCLCP de Cajamarca a collaboré d'une part à l'élaboration d'une méthodologie différente pour la priorisation de projets, qui visait à encourager la présentation des projets de plus grande ampleur, et d'autre part, au développement des capacités des acteurs provinciaux.
- La vigilance des politiques publiques et du processus de décentralisation : la vigilance à l'accord de gouvernance 2006-2010, la vigilance du processus de

²⁰ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Soberon.

²¹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP.

transfert des fonctions et pouvoirs du régional et local et la vigilance de programmes social, par exemple JUNTOS²².

- La mise sur agenda du développement environnementale : La MCLCP de Cajamarca est activement engagée à exercer des pressions politiques et à mener des activités par la promotion du développement environnementale.
- L'engagement par l'enfance : La MCLCP Cajamarca a promu la mise à jour du Plan régional d'action pour les enfants et les adolescents. Ce plan a été mis à l'agenda du gouvernement régional.

Ce contexte-là a supposé l'existence d'un travail des différents acteurs sociaux qui appartient à la MCLCP de Cajamarca. La nécessité de renforcer cette coopération citoyenne a poussé les chercheurs en sciences humaines à étudier la participation et la concertation, principalement dans les espaces institutionnels créés. De plus, il est nécessaire d'expliquer et de caractériser comment s'expriment les citoyens dans ces processus. Mais cependant, les enquêtes menées jusqu'à présent n'ont pas travaillé sur ces processus. Ce qui entraîne un déficit d'information sur la qualité de ces dispositifs. On peut dénombrer trois enquêtes portant sur la MCLCP de Cajamarca : la première de Luis Soberón (1995)²³, la deuxième de Romeo Grompone (1998)²⁴ et enfin une recherche non-communicé en 2012²⁵, sous la direction de la MCLCP nationale. Elles ont effectuées une analyse importante des acteurs concernés par la MCLCP, en plus d'identifier les réussites et les limites de cette dernière. Mais comme nous l'avions signalé, ces recherches sont importantes mais insuffisantes pour expliquer les dimensions réelles de la démocratie participative au Pérou. Bien que la réflexion et la pratique des expériences participatives qui montrent une tendance croissante, son évaluation est beaucoup moins répandue et pouvait se qualifier comme initiale, non pas tant parce qu'il n'y a aucun exercice évaluatif à cet égard, mais plutôt en raison de la difficulté d'expliquer la qualité réelle des différents types de ces expériences. Nous proposons alors ici de faire une enquête qui explique d'une part, comment et qui

²² Le programme national de soutien direct pour les pauvres "JUNTOS", est un Programme de Transferts conditionnel de fonds monétaires qui fait partie de la politique sociale et de la lutte contre la pauvreté du gouvernement du Pérou. JUNTOS a été créé le 7 Avril 2005 par le décret suprême n° 032-2005-PCM définir son objet, ce décret suprême a été complété par DS N° 062-2005-PCM, qui a apporté des modifications à sa structure organisationnelle. (Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social s.d.)

²³ Soberon, La mesa de concertación: Un estudio de caso sobre políticas integradas en el Perú 1995.

²⁴ Grompone, La descentralización y el desprecio de la razón política 1998.

²⁵ Cette recherche n'a pas été publiée et pourtant, il a eu accès à la version préliminaire grâce à du Conseil d'administration de la MCLCP Cajamarca.

détermine les habitants ayant le droit de participer à la MCLCP et qui pourraient ne pas être concernés ? Comment et qui y participent ? Sont-ils les représentants ? La MCLCP de Cajamarca permet-elle d'ouvrir l'accès à la décision de ceux qui en sont traditionnellement exclus ? Répondre à ces questions permettra d'assurer une vue d'ensemble de la participation dans MCLCP de Cajamarca.

D'autre part, parler de concertation, c'est définir le responsable qui aurait le pouvoir de choisir le thème à fixer : Comment est le processus de concertation ? Quel est le niveau de consensus ? Est-il efficace ? Combien d'accords sont pris en compte par le gouvernement ? L'information est-elle accessible à tous les participants ? Ces questions guident la description et l'analyse de la concertation de la MCLCP de Cajamarca. Finalement, la question de recherche se formule comme cela : Quelle est la qualité de la participation et de la concertation citoyenne dans la Table de Concertation de la Lutte contre la pauvreté de Cajamarca (MCLCP) durant l'année 2013 ? Ensuite se présentent les questions spécifiques de recherche :

- Comment le type et le niveau de participation de la société civile se mesurent-ils dans la MCLCP de Cajamarca ?
- Comment la représentativité de la société civile se détermine-t-elle dans la MCLCP de Cajamarca ?
- Comment la participation des organismes est censée représenter des acteurs sociaux historiquement exclus ? Se mesure-t-elle dans la MCLCP de Cajamarca ?
- Comment le niveau de concertation qui apparaît entre la société civile et l'état, se mesure-t-il dans la MCLCP de Cajamarca ?

L'hypothèse suivante découle de nos premières questions : Il existe dans la MCLCP de Cajamarca une faible qualité de la participation et de la concertation qui se détermine par :

- 1) Le type et le niveau de participation citoyenne ;
- 2) La représentativité de la société civile ;
- 3) L'amplitude de la représentation de l'espace de participation²⁶ ;
- 4) Les niveaux de consensus qui existent dans la concertation.

²⁶ Ce qu'on entend par concept d' « Amplitude de représentation de la société civile », c'est la possibilité des organisations de la société civile historiquement exclues à participer dans cet espace qu'est la MCLCP et donc à être représentée.

Le fait d'identifier les indicateurs qui permettent de mesurer la qualité de la participation et de la concertation entre la société civile et l'état nous permettra donc de proposer un programme de recherche mis en place au Pérou à la disposition de différents chercheurs. Mais également dans les autres pays de la région andine, avec lesquels nous partageons des liens culturels et historiques où la participation et la concertation seront des points importants à partir desquels sont énoncées les questions fondamentales.

2.2 La démocratie participative et la qualité de la participation.

Dans ce chapitre portant sur l'émergence de la démocratie participative, nous pouvons constater que la participation des citoyens dans la gestion publique a commencé au début des années 80 et que tout au long de ces douze dernières années la démocratie participative a réussi à être institutionnalisée comme une politique publique. Au Pérou le processus de décentralisation a signifié une convergence entre différentes façons d'encadrer la participation citoyenne, les mêmes qui reposent sur deux visions qui ont traversé le dynamisme de la participation.

La première vision a fait référence à une gestion nommée par Blondeaux comme «*néo-managériale de la participation* » (2008, 20), c'est à dire, la définition des politiques publiques comme exclusive à l'Etat et aux responsables administratifs gouvernementaux, alors que la société civile assume efficacement la mise en œuvre des politiques publiques grâce à leurs organisations.

La deuxième vision de l'objectif de l'approfondissement de la démocratie passe à travers la participation accrue la société dans les décisions de l'État sur les questions d'intérêt public. Dans l'exercice du pouvoir de décision, cette participation est considérée comme un facteur clé dans la construction d'une immense égalité, car cela faciliterait l'élaboration de politiques publiques. La société civile est l'endroit où les acteurs organisent et présentent leurs exigences et leurs intérêts et où sont construits les mécanismes de contrôle social sur les autorités, d'où l'importance de la construction d'espaces publics où les acteurs de l'État et la société civile se rencontrent pour une délibération. Selon Hayat «*C'est donc en grande partie que cette conception de la participation politique, comme l'inclusion des citoyens dans le débat public, sur les grandes questions de société, et dans le but d'y renforcer la prédominance de l'intérêt général, que le lien se fait entre démocratie participative et théorie délibérative* » (Hayat 2011, 106). De même, selon Palacios : «*La conception de la citoyenneté* »

propose ce projet cherchant à défendre et agrandir les droits individuels et collectifs, en les liant avec le droit de participer à la construction démocratique au moyen de l'établissement de participer à la gestion de l'État » (2007, 7). Mais aussi « dans la réalité, ces types de projets ne se présentent pas dans un état pur mais, mêlés, en lui produisant des articulations pragmatiques et temporelles entre ceux-ci » (Idem, 7). Palacios nous montre deux exemples dans lesquels ces modèles ont conflué :

- a) Durant la présence de Fujimori au Gouvernement, les projets autoritaires et néolibéraux ont été articulés.
- b) Dans les commencements vers la transition démocratique, après la fuite de Fujimori, la confluence a été donnée entre le projet néolibéral et le projet démocratique participatif.

Cette confluence a permis d'institutionnaliser dans l'État la participation comme une politique publique servant à améliorer la qualité de la démocratie, en rapprochant des décisions gouvernementales des citoyens sur les affaires publiques. *« La valorisation de l'idée de la participation du citoyen ordinaire à la décision publique et la multiplication de détours participatifs, c'est-à-dire de procédures ou de pratiques destinées à associer les citoyens à la décision, caractérisent un contexte que l'on peut qualifier de "participationniste" » (Blatrix 2009, 97).*

Le développement de la participation citoyenne au Pérou repose sur trois strates de significations : *« consulter, c'est tout juste prendre un avis ; concerter, c'est rechercher un compromis ; participer, c'est plus ambitieusement, vouloir associer les citoyens aux orientations, voire aux décisions mêmes » (Gaudin 2013, 28).* Cette appréciation conceptuelle peut être fixée par deux types de participation qui a été élaboré par Diego Palma : 1) une participation fonctionnelle qui est considérée comme une caractéristique techniquement nécessaire pour les nouvelles politiques sociales qui ont appris à respecter et à poursuivre des objectifs d'efficacité et durabilité. *« Où l'opportunité de participer est attaché uniquement selon l'augmentation de l'efficacité ou l'efficience de la politique, alors les participants sont invités à se joindre en ces termes-là qui sont fonctionnels à ces fins qui s'imposent depuis la logique de la politique ; dans ces cas, la politique réduit et limite la pratique participative, et en conséquence, subordonne et discipline les incorporés » (Palma 2000, 12).* 2) Une participation substantive, c'est celle qui favorise la participation en tant que valeur éducative forte, Pateman nous dit que la participation repose sur une fonction éducative. Finalement *« la participation*

substantive est celui qui pousse le développement des sujets sociaux et fonde l'éducation citadine » (1998, 34). Ainsi la participation citoyenne est comme Chirinos dit : «... *la capacité politique et juridique des citoyens à intervenir individuellement et collectivement, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants légaux dans les différents processus de gestion du développement local, en particulier celles qui affectent les conditions de vie matérielle, sociale, politique, économique et culturelle de la population* » (Zeballos 2008, 214).

Pour trouver l'intensité de la participation citoyenne dans la MCLCP de Cajamarca, nous essayerons de la mesurer à travers la différence entre contrôle citoyen et manipulation ou entre participation substantive et participation fonctionnelle. Pour faire cela, nous prenons le travail de Sherry Arnstein « *qui se compose de trois niveaux correspondant à différents registres de pratiques, obtenant au total huit degrés possibles sur son échelle* » (Danzelot et Epstein 2006, 6). Pour Arnstein la participation est une redistribution du pouvoir, c'est-à-dire, que tous les citoyens qui font partie d'un processus participatif n'ont pas le même niveau de pouvoir pour prendre une décision. Pour cette raison, il est nécessaire d'identifier le degré de participation d'un citoyen qui participe dans un dispositif participatif ainsi nous pouvons clarifier si cela favorise la distribution du pouvoir, c'est-à-dire la vraie participation.

Le domaine de la non-participation : il contient deux degrés, la Manipulation et la Thérapie. « *Elles sont destinées à remplacer la participation authentique, dont l'objectif réel ne permet pas aux gens de participer au dessin et à la gestion des programmes, mais permet à ceux qui ont le pouvoir de les éduquer ou de les guérir* » (Comité d'évaluation et de Suivi 2006, 3). Cette population est utilisée comme public.

Le deuxième domaine concerne la coopération symbolique qui se compose en trois étapes : 3) l'information 4) la consultation 5) la réassurance. Dans ces degrés les participants peuvent prétendre avoir une voix et même se faire entendre, « *mais dans ces conditions, ils n'ont pas le pouvoir de s'assurer que leurs avis seront pris en compte par ceux qui ont le pouvoir* » (Idem, 4).

Le troisième domaine, comprend le pouvoir effectif des citoyens. Il comprend les trois derniers degrés, 6) le partenariat, 7) la délégation, 8) le contrôle citoyen. Dans ces degrés, le public participe au processus décisionnel, par le biais des mécanismes de négociation et concertation (étape 6) ; ou par le biais de la délégation réelle de pouvoir (les étapes 7 et 8). « *Ou les tâches de conception, de planification et de direction du*

programme relèvent directement des citoyens, sans intermédiaire entre eux et les bailleurs de fonds du programme » (Danzelot et Epstein 2006, 7).

Pour finir la construction de notre échelle de participation, nous devons prendre les apports de Brager et Specht : *«ils présentent un continuum bidirectionnel où ils expliquent le rôle que l'État et la société civile, lesquels augmentent son niveau d'implication et de participation de six degrés. Ceux-ci exécutent un parcours depuis la participation nulle ou l'absence de la même jusqu'à ce qu'elle soit élevée pour être en mesure de chercher le contrôle des décisions qui seront prises pour la solution de problèmes dans sa communauté » (Guillen, y otros 2009, 188-189).*

Enfin, l'ensemble des apports d'Arnstein, Brager y Specht, nous a permis d'établir une nouvelle échelle de la participation qui a été adaptée aux types de participation de Diego Palma. Cette échelle est résumée ci-dessous :

Tableau 1 : Les types et les niveaux de participation

Les types de participation	L'échelle de la participation	L'aperçu	Le niveau de la participation
La participation substantive	Contrôle du citoyen	Le dispositif participatif, qui gère la participation, favorise les participants à l'identification et la construction commune des problèmes et des objectifs. Cela se fait sous le contrôle de l'organisme ou l'institution.	Une très haute participation (5)
	Délégation de pouvoir	Le dispositif participatif identifié, présente le problème des participants. Il définit les limites de la participation et demande à la communauté de prendre certaines décisions pour être incorporées à un plan d'action acceptable pour tous.	Une haute participation (4)
Participation	Planification conjointe	Le dispositif participatif rédige un plan d'action sous réserve d'une modification et d'ouverture en fonction des besoins des parties concernées. Le dispositif participatif est prêt à apporter des modifications s'il considère qu'il y a des motifs qui les justifient.	Participation modérée (3)

fonctionnel	Consultation	Le dispositif participatif tente de mettre en œuvre un plan d'action et cherche à obtenir l'acceptation des participants pour assurer la conformité administrative. Ainsi les participants peuvent participer aux activités prévues.	Faible Participation (2)
Non-participation	Information	Le dispositif participatif rédige un plan d'action et expose face aux participants. Ils sont appelés par des raisons d'information et pour assurer la confiance.	Non-participation. (1)

Elaboration propre, 2010

2.3 Les citoyens face à ses représentants.

La démocratie participative, l'émergence de la société civile et le développement des dispositifs participatifs sont de nouveaux contextes de la représentation, pour Touraine : « *les demandes sociales sont défendues par des personnalités "expressives", des leaders non proprement politiques qui représentent les sentiments pacifistes ou antinucléaires ou féministes ou encore dans une direction opposée, protectionnistes, d'une partie de la population* » (Touraine 1989, 47). Cette vision représentative nous permet d'affirmer, actuellement, un élargissement du concept de la représentation politique vers la représentation sociale.

Les dispositifs participatifs qui ont émergé pendant la décentralisation (à partir 2002) au Pérou, convoquent la participation direct des citoyens à travers ses organisations sociales, c'est-à-dire, pour Roy la société civile : « *[II] s'agit à la fois d'un espace public (public space) composé de citoyens engagés dans des réseaux associatifs (caritatifs, politiques ou culturels), ayant accès à une presse libre et pouvant discuter de la chose publique* » (Olivier 2002, 173). La décentralisation et la participation citoyenne sont organisées, donc elles participent à la mise en place des dispositifs de participation citoyenne.

Pour notre travail nous optons pour trois visions représentatives formulées par Hannah Pitkin, 1) la représentation comparée à une autorisation, « *conçue de cette*

manière, indique que le représentant est une personne qui a été autorisée à agir et a fait retomber les conséquences de ses actions.» (Garcia 2001, 215-216)²⁷ ; 2) La représentation descriptive, « le représenté du fait de caractéristiques communes » (Hayat et Simtomer 2013, 8). ; 3) La représentation substantielle, « où le représentant agit pour le représenté » (Idem, 8). Nous croyons que ces types de visions nous permettent de caractériser la représentativité.

Enfin, la représentation qui a été développée au Pérou est incorporée dans le processus de concertation politique ou de décision publique portant sur un mandat collectif ; autrement dit, qui n'exprime pas son opinion personnelle comme des citoyens. Ils représentent des intérêts identifiables à un secteur de société civile.

2.4 La représentation de la société civile dans les dispositifs participatives : Une inclusion des exclus ?

Pour continuer avec la représentativité dans notre recherche, nous affirmons que la représentation peut être utilisée dans deux sens, d'une part, la représentativité comme la qualité de représentant et d'autre part, la représentativité comme la qualité de représentation de la société civile, c'est-à-dire, la capacité d'inclusion de la MCLCP de Cajamarca en termes d'organisations de la société civile. Selon Gourgues : « *le premier enjeu auquel doit se confronter n'importe quel dispositif participatif est la nature du public auquel il entend s'ouvrir ou qu'il entend constituer...pour fonctionner, la plupart des dispositifs doivent attirer leur public, convaincre les individus du bien-fondé et de l'intérêt de cette participation* » (2013, 88-89).

Dans ce sens, le concept d'acteur social, d'un dispositif de participation représente une organisation. Selon certains dossier élaborés par la MCLCP : « *Le point de départ pour commencer la concertation est de convoquer puis convaincre la majorité des acteurs dans une ville pour s'engager dans la tâche d'élimination de la pauvreté* » (MCLCP 2006, 2). De plus, « *la MCLCP devrait conduire la majorité des citoyens, en particulier, à des groupes traditionnellement exclus : femmes, autochtones, personnes à mobilité réduite, etc.* » (MCLCP 2004, 2).

Pour notre travail, le concept élaboré par Remy « l'amplitude de représentation de la société civile » nous permet de connaître les organisations possibles de la société civile, historiquement exclues, pour participer dans ce dispositif (MCLCP) qui pourront

²⁷ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Garcia.

être représentées. Donc, notre intérêt est de connaître la capacité de convocation que la MCLCP de Cajamarca a eue, pour nous permettre d'identifier l'écart entre public ciblé et public mobilisé selon Gourgues :

«L'écart entre ces publics constitue bien souvent le socle de nombreuses analyses critique de faux-semblants de la démocratie participative...Nombre de travaux ont ainsi notés que le public mobilisé se compose très souvent de personnes dotées d'un capital culturel, social, économique élevé et qui manifestent un fort intérêt pour la politique, alors même que les dispositifs prétendent s'ouvrir à de population éloignées de chose publique, socialement ou économiquement défavorisées » (G. Gourgues, 91). D'après-lui ce contexte est comme une « participation professionnelle ».

2.5 La structuration de la prise de décision : une approche à la théorie de consensus.

La mise en œuvre de dispositifs participatifs au Pérou, est née sous prétexte de la mise en scène de la décentralisation, la même qui lie la démocratie délibérative à la démocratie participative. Le rapport entre les deux a été facilité par le manque d'un débat critique des savants de la démocratie participative, contrairement à ce qui se passe dans la littérature française.

Ce contexte-là, nous affirme que ces dispositifs participatifs nés durant la mise en œuvre de la décentralisation, sont des dispositifs de participation et de concertation. Pour Gourgues, ce sont des dispositifs provenant d'un « consensus participatifs ». Pour lui, le « *consensus participatif ne se résume pas dans la capacité des dispositifs participatifs à instaurer une régulation consensuelle (annihilatrice de la conflictualité), mais dans la constitution d'un processus d'accord explicite et/ou implicite sur le fonctionnement légitime de l'exercice de l'autorité dans un régime démocratique* » (G. Gourgues 2010, 14).

La concertation est le processus par lequel différents *acteurs sociaux, avec différents intéresses*, arrivent aux accords sur un aboutissement déterminé. De plus, la concertation est la recherche de la compréhension, prend à la fois en compte les différences entre les participants impliqués dans les processus. D'ailleurs, l'emploi de la concertation comme un outil consiste à utiliser le consensus comme moyen de parvenir à des accords. Cela signifie qu'il y a une acceptation entre les participants. Selon Remy : « *les dispositifs de participation commencent par la prétention de dialogue et la*

négociation qui débouche sur une base d'accord qui satisferait toutes personnes. Alors, le but n'est pas la majorité mais l'unanimité, le consensus » (2005, 59)²⁸.

Nous pensons que ce consensus est une catégorie conceptuelle difficile de définir, selon Sartori : *«...le consensus n'est pas consentement réel : il n'implique pas le consentement actif de chacun d'eux à quelque chose. Deuxièmement, même si une grande partie de ce que nous appelons un consensus peut être simplement l'acceptation (c'est-à-dire, un consensus dans un sens faible et essentiellement passif), dans tous les cas, la caractéristique générale définissant le consensus-acceptation est une manière qu'il le lie (oblige) » (2000, 121-122)²⁹.*

En ce qui concerne Sartori, nous pouvons nous rendre compte du processus de concertation, si nous trouvons des choses partagées entre les participants. Parce que, pour lui, la concertation se partage avec quelqu'un. Il faut percevoir trois objets possibles partageables qui serviront pour l'analyse du processus de concertation dans les dispositifs de participation :

«... a) les valeurs fondamentales (telles que la liberté et l'égalité) qui structurent le système de croyance ; b) les règles du jeu ou procédures ; c) le gouvernement et les politiques gouvernementales spécifiques. Ces objectifs de consentement et de dissentiment peuvent se convertir, en suivant respectivement Easton, dans trois niveaux consentement : a) le consensus au niveau de la communauté, ou consensus de base ; b) le consensus au niveau du régime, au consensus de procédure ; c) le consensus au niveau de l'action politique ou un consensus politique » (Idem, 121-122).

Ensuite on décrit les trois niveaux de consentement lesquels permettent de décrire le processus de concertation dans la MCLCP : cette analyse est réalisée en considérant les apports de Sartori : Premièrement, le consensus de base : *« il désigne si une société donnée se partage tout à fait avec les mêmes valeurs. Lorsque cela se produit, selon Almond, nous avons une culture politique homogène » (Idem, 122).* L'application du concept d'Almond à la MCLCP débouche sur l'analyse des valeurs partagées, donc, les intégrantes de la MCLCP doivent avoir les attitudes suivantes : dialogue, tolérance, patience, enthousiasme, sensibilité, créativité et imagination. Ces valeurs proviennent de différents dossiers qui ont été élaborés par la MCLCP. Deuxièmement, ce consensus de procédure : *« Il définit les règles du jeu... mais il y a une règle d'une importance*

²⁸ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Remy.

²⁹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Sartori.

extraordinaire que doivent découler les autres : il est la règle qui détermine comment les conflits doivent être résolus... » (Idem, 123). Sartori nous montre que tout processus de concertation doit avoir des règles de jeu parce que cela permettra la solution de dissension jusqu'à l'arrivée des accords. Enfin, le consensus politique : « Il remet l'idée du consensus comme dissension et appuie l'opinion vigoureusement défendue par E. Barker, que l'âme et l'essence de la démocratie est de gouvernement par la discussion. C'est le contexte dans lequel la différence, la divergence et l'opposition apparaissent comme des éléments caractérisant la démocratie » (Idem, 124). Le troisième niveau de consensus élaboré par Barker et Sartori permet de mesurer le processus décisionnel. Ces trois niveaux de consultation ont été analysés par des chercheurs péruviens comme Remy et Távara. Ils nous disent que trois seraient les aspects à prendre en considération dans la concertation :

« Le premier se réfère à la reconnaissance des acteurs sociaux, l'acceptation de leurs intérêts et leurs opinions, et le respect du dissension. Le deuxième est lié à l'établissement des procédures claires et raisonnables qui sont acceptées par des acteurs, qui eux permettront de mettre en place des accords. Le troisième est la définition des questions sur lesquelles ils visent à concerter ; un agenda précis peut donner de meilleurs résultats, qu'une gamme pourrait diffuser des d'aspect et des domaines de négociation » (Castillo 2008, 154). Le tableau suivant montre l'outil d'analyse du processus de consultation en tenant compte des trois niveaux de consensus mentionnés par Sartori :

Tableau 2 Les niveaux du consensus.

Niveaux de consensus	Catégories	Signification
	Une Information exacte et à jour et se communique rapidement et clairement.	Pour concerter, les participants doivent avoir l'information suffisante pour pouvoir débattre. Pour cela, il est important que l'information soit fournie dans une forme opportune. plus les informations sont élevées, plus il y a des chances de bien concerté.
Le consensus de base	La liberté et la volonté	Les acteurs sociaux doivent se présenter au dispositif participatif à travers l'initiative libre et avide de contribuer.
	Les attitudes pour la concertation (dialogue, tolérance, enthousiasme, sensibilité, créativité).	Ces attitudes garantissent une reconnaissance des acteurs sociaux, l'acceptation de leurs intérêts et d'opinions comme le respect du dissentiment.
le consensus de procédure	Connaissance et utilisation de règles.	Les participants au processus de consultation doivent connaître leurs responsabilités d'action. Les règles qui digèrent le processus de prises de décision doivent être clairement énoncées tout au long de la concertation.
le consensus politique	Des objectifs concrets	Doivent être traduits en objectifs pointus les buts de la concertation, afin que les participants agissent sur de réelles opportunités et éviter de tomber dans l'idéalisation. Les progrès doivent être évalués sur la base des objectifs fixés avant l'action.
	Exposé des idées claires et concises.	Grâce à la connaissance des participants, les bonnes idées sont projetées dans les sujets abordés, cela favorisera une concertation plus productive.

Le caractère contraignant des décisions ³⁰ .	Le caractère inaliénable qui a les décisions de la MCLCP en relation avec le gouvernement.
---	--

Elaboration propre, 2010

3 La démarche du travail de terrain.

La recherche se développera spécifiquement sur la Table de Concertation de Lutte contre la pauvreté de la région de Cajamarca. Cet espace est composé d'une instance nommée Comité Exécutif Régional (CER) chargée de diriger et de coordonner l'exécution des objectifs de la MCLCP, elle-même responsable de la mise en place des orientations et des accords à adopter par leurs représentants. La MCLCP est présidée par le coordinateur et est composée des représentants des institutions principalement de l'État et des organisations de la société civile. Le CER possède un secrétariat exécutif, qui est assumé par une institution du secteur public régional. La MCLCP est composée : premièrement par les représentants du gouvernement régional (un représentant du Conseil Régional et des représentants de certaines institutions du gouvernement régional), les représentants d'entités sectorielles ou des programmes sociaux avec la présence de la localité, les représentants du gouvernement local (par exemple des représentants des municipalités provinciales). Deuxièmement par les représentants d'organisations sociales, par les représentants d'organismes non gouvernementaux dont les ONG présentes dans la région, par les représentants d'églises ou d'institutions confessionnelles présentes dans la région, les représentants d'associations ou des corporations de producteurs ou de commerçants. Ainsi le total des participants dans la MCLCP atteint 147 représentants, ils sont composés de 42% de représentants de l'Etat et par 58% de représentants de la Société civile qui ont participé pendant l'année 2013.

Par ailleurs, l'enquête a été gérée à distance, cette modalité a causé certains problèmes pour gérer l'application des questionnaires. Ce qui impliquait certaines difficultés est d'une part, le décalage horaire qui limite les réunions de coordination avec des collègues qui avaient

³⁰ Selon Remy trois niveaux existent de pouvoir discrétionnaire : le Premier niveau : comment et qui détermine les noms qui représente la société civile et ceux qui restent dehors d'une MCLCP. Un deuxième niveau porte sur l'ordre du jour : l'autorité qui définit ce qui est susceptible d'être concerté par des représentants de la société civile, ou/et est la MCLCP régionale celle qui définit ou/et est la MCLCP nationale celle qui définit qu'elle partit à concerter, ou la MCLCP Responsables régional qui définit ou MCLCP Responsables national qui définit comme demande. Le troisième niveau est le caractère inaliénable qu'a les décisions de la MCLCP en relation avec le gouvernement.

pour responsabilité d'appliquer les questionnaires au Pérou. D'autre part, l'élaboration du répertoire des contacts (adresses, des numéros de téléphone et des courriels des représentants).

Finalement, le temps nécessaire pour appliquer ces 147 questionnaires s'est étalé sur deux mois (Janvier et Février). Parmi ces 147 questionnaires, 10 ont été réalisés par téléphone, 20 par courrier électronique et 117 de manière personnelle, en face à face. La principale difficulté a été de coordonner les réunions avec les représentants à cause des différents agendas que chacun pouvait avoir.

3.1 La définition du type de recherche.

Selon les caractéristiques de l'étude, les objectifs et les hypothèses, la recherche suivante est non expérimentale c'est-à-dire que "la recherche (...) est réalisée sans manipuler délibérément les variables" (Hernández Sampieri, Fernández Collado y Baptista Lucio 2003, 267)³¹. De plus, l'enquête que nous proposons est descriptive. Selon Sampieri : "les études descriptives peuvent offrir la possibilité de prédictions ou de relations peu élaborées" (Idem, 267). C'est-à-dire que la recherche décrit la participation et la concertation à la MCLCP de Cajamarca avec certains indicateurs.

La recherche cherchera à identifier les obstacles que la société civile pourrait rencontrer dans la participation et la concertation au sein de la MCLCP de Cajamarca. Ces résultats seront obtenus au moyen de la déduction et de l'application du cadre théorique déjà établi. Bien sûr la corrélation et l'explication apportées sont partielles, parce qu'il peut exister d'autres facteurs qui pourraient affecter l'accomplissement adéquat de la participation et de la concertation dans la MCLCP de Cajamarca. Par ailleurs, pour la collecte d'informations supplémentaires, on utilisera une analyse documentaire et des questionnaires.

3.1.1 Analyses Documentaire

On aura recours à cette technique pour extraire des informations qui se trouvent dans les documents, les archives, les livres d'actes ou encore des registres de la MCLCP. Cette technique fournit des données rattachées à la MCLCP, aux organisations de la société civile et aussi des représentants de l'État.

3.1.2 Des questionnaires.

Le questionnaire est l'outil qui permet de quantifier et comparer des informations. Ces informations seront collectées auprès d'un échantillon de représentants de la société civile et

³¹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Sampieri et autres.

de l'état qui participent dans la MCLCP de Cajamarca. De plus, ce «questionnaire a pour fonction principale de donner à l'enquête une extension plus grande et de vérifier statistiquement jusqu'à quel point sont généralisables les informations et hypothèses préalablement constituées » (Combessie 2007, 33), C'est à dire, le questionnaire nous permettra de récolter une information rattachée au type de participation, à la représentativité de la société civile et aux niveaux de concertation.

3.2 L'échantillonnage et la méthode de recueil.

La population comprend seulement les représentants de l'État et de la société civile qui participent à la MCLCP de Cajamarca. Par ailleurs, il ne sera pas nécessaire de procéder à un échantillonnage car on s'intéressera à la totalité des représentants de la société civile et de l'état.

3.3 Le traitement de donnés.

La recherche mobilisera des instruments de collecte de données quantitatives. Il sera par conséquent nécessaire d'utiliser des statistiques descriptives. L'analyse statistique sera pour sa part réalisée par SPSS.

DEUXIEME PARTIE : L'EVALUATION DES PROCEDURES ET DE PROCESSUS DEMOCRATIQUE PARTICIPATIVE : L'EXPERIENCE DE LA TABLE DE CONCERTATION DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A CAJAMARCA (MCLCP).

4 Le processus de la participation de la société civile et l'état dans la MCLCP de Cajamarca.

La qualité de la démocratie suppose l'engagement des plus grandes parties de la société civile dans la prise de décision. Selon Arroyo et Irigoyen, les douze expériences évaluées démontrent une participation des organisations de base, par exemple : la fédération paysanne, les organisations des femmes ont aidé les familles, les organisations de quartier ainsi que les organisations de producteurs. « *En général, c'est l'ensemble social que la concertation accentue et articule le nouveau processus de planification du développement local* » (2005, 58)³² De plus, ils nous montrent que les expériences de la participation et de la concertation ont un noyau dur qui repose sur l'engagement de trois types d'acteurs sociaux : les autorités municipales, les ONG et les organisations sociales. D'après Arroyo et Irigoyen : « *Qui n'est pas impliqué ? Les entreprises privées. Qui participe à certains moments et dans certains cas, avec une certaine régularité ? Les représentants des institutions de l'Etat. Les femmes et les jeunes sont-ils impliqués ? Ils s'impliquent peu. Les plus pauvres sont-ils impliqués ? Ils participent parfois. Les partis politiques participent-ils ? Ils participent éventuellement.* » (Idem, 57).

Cette analyse nous montre une vision générale sur l'engagement de la société civile, mais aussi que cette information peut être insuffisante ou même trompeuse. Par exemple Grompone démontre que : « *Le discours officiel parlait d'un rôle actif des citoyens aux tables de concertation ... Mais quand nous devions assister à deux tables provinciales, nous regardons ceux qui ont assisté à des professionnels prestigieux, des conseillers et des représentants d'ONG. Par contre, la présence des maires du district, dans les petits villages (centros poblados) était inaperçue. De plus, nous trouvons également l'absence d'organisations de base* » (1998, 7)³³. C'est pour cela que nous proposons de faire une analyse sur la qualité de l'engagement de la société civile pour nous permettre de connaître de manière plus précise et réelle, la participation de la citoyenneté organisée.

³² Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'Arroyo et Irigoyen.

³³ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Grompone

4.1 Le type et le niveau de la participation de la société civile et de l'état.

Cette étude postule l'existence de deux types de participation : fonctionnelle et substantive. Cette dernière permet au participant d'avoir le pouvoir de prendre une décision alors que la participation fonctionnelle des participants assiste à des activités programmées par la MCLCP ou bien le participant est consulté sur les activités de la MCLCP ou alors le participant est appelé pour être informé sur les activités réalisées par la MCLCP.

De plus, nous considérons le type de participation en relation avec le niveau participatif, c'est-à-dire, qu'elle est plus élevée au niveau de la participation pour une plus grande possibilité de participation substantive et inversement. Il existe cinq niveaux d'implication : une non-participation (niveau 1), une faible participation (niveau 2), une participation modérée (niveau 3), une haute participation (niveau 4) et une très haute participation (niveau 5). Les niveaux qui correspondent à une participation substantive sont les niveaux 5 et 4, tandis que les niveaux 2 et 3 correspondent à la participation faible. Le premier niveau correspond à la non-participation.

Selon la dernière enquête, la MCLCP a été caractérisée comme un espace qui a réuni des représentants du gouvernement régional, des représentants d'organisation de base, notamment en permettant un dialogue ouvert et le renforcement des processus régionaux. À cet égard, elle a fonctionné comme un lieu de rencontre pour le dialogue démocratique en cherchant à mettre les acteurs sociaux au même niveau que leurs autorités. De plus, « *La MCLCP de Cajamarca a réussi à devenir un espace clé dans les processus régionaux, car elle a réussi à ouvrir des espaces de participation pour la société civile orientée vers les processus exécutés par les institutions de l'Etat... Grâce à ce contexte-là, la MCLCP de Cajamarca a contribué au développement de la participation effective* » (MCLCP 2012, 107)³⁴. Cette conception nous permet de mettre en évidence une évaluation positive de la MCLCP comme un dispositif réel de participation et concertation, mais la qualité de la démocratie suppose de mettre en évidence le niveau d'engagement réel des citoyens. A cet effet, les résultats de notre recherche montrent que 58% des participants se trouvent dans une participation fonctionnelle, cette catégorie est composée de trois niveaux de participation : l'information (21%), la consultation (29%) et la planification conjointe (8%). Cependant, nous pouvons remarquer que 42% des représentants ont une participation substantive, cette catégorie se compose de deux niveaux : la délégation de pouvoir (6%) et le contrôle citoyen (36%). En résumé, les chiffres susmentionnés démontrent le caractère fonctionnel de la participation, c'est-à-dire

³⁴Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP.

que les représentants sont invités à participer pour trois raisons principales : 1) La MCLCP de Cajamarca a rédigé un plan d'action et s'expose face aux participants. Ils sont appelés pour des raisons d'information pour assurer la confiance. « *Lorsque l'information est fournie en aval de la planification, les habitants ont peu de chance d'influencer le programme conçu pour eux.* » (Comité d'évaluation et de Suivi 2006, 8) . Dans ce contexte-là, l'information que délivre la MCLCP poursuit un but fonctionnel. 2) La MCLCP cherche à obtenir l'acceptation des participants et tente d'assurer la conformité réglementaire des opinions de chaque représentant. De plus cette raison présuppose un échange d'opinion mal élaboré. Ainsi ces participants peuvent intégrer les activités prévues. « *Mais si la consultation n'est pas associée à d'autres modes de participation, elle reste factice, car elle n'assure pas les citoyens que leurs préoccupations et leurs idées seront prises en compte. Les enquêtes d'opinion, les réunions de quartier et les auditions publiques sont les méthodes les plus souvent utilisées pour consulter les habitants* » (Idem, 9). 3). La MCLCP élabore un plan d'action et qui s'ouvre à une modification en fonction des besoins des parties concernées. Le dispositif

Tableau 3. Le type et le niveau de participation de la société civile et de l'état dans la MCLCP de Cajamarca (%)

Les types de participations	L'échelle de la participation	Le niveau de la participation	Type d'organisation et / ou institution	%	Effectifs Participants	Total N=121	%
La participation substantive	Contrôle citoyen	Une très haute participation (5)	Société civile	66%	29	44	36%
			L'État	34%	15		
	Délégation de pouvoir	Une haute participation (4)	Société civile	86%	6	7	6%
			L'État	14%	1		
La participation fonctionnelle	Planification conjointe	Participation modérée (3)	Société civile	70%	7	10	8%
			L'État	30%	3		
	Consultation	Faible Participation (2)	Société civile	60%	21	35	29%
			L'État	40%	14		
Information	Non-participation. (1)	Société civile	48%	12	25	21%	
		L'État	52%	13			

Lecture :

- 36% des représentants de la société civile et de l'état font partis du type de la participation substantive et d'une très haute participation, c'est-à-dire, d'un contrôle citoyen.
- 58% de ses représentants de la société civile et l'état (avec une faible et un niveau à titre Non-participatif) font partis du type de la participation fonctionnelle

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014

participatif est prêt à changer des modifications s'il considère qu'il y a des motifs qui les justifient. «...C'est à ce niveau que les citoyens commencent à exercer un certaine influence, bien que par certains aspects, la participation reste symbolique » (Idem, 10).

Pour faire une analyse plus détaillée sur la qualité de la participation, nous pouvons examiner l'échelle de la participation, cela nous montre (tableau 1) que 36% des participants ont réussi à obtenir une très haute participation, c'est-à-dire, 44/121 des participants ont pu atteindre le niveau de contrôle citoyen qui pour nous, n'est pas simplement le contrôle du gouvernement mais plutôt la prise de décisions. Ainsi ces représentants ont participé à l'identification des problèmes, à l'élaboration des objectifs et des actions pour les résoudre. Au contraire, 29% des représentants ont obtenu une participation faible, suivi de 24 % des représentants qui ont obtenu une participation modérée, ces deux niveaux déterminent une participation faible et fonctionnelle.

Selon la précédente analyse, nous finissons par affirmer que le type de participation qui définit à la MCLCP de Cajamarca est de nature fonctionnelle. Dans ce cas, la possibilité participative est seulement décidée. Selon l'augmentation de l'efficacité ou l'efficience de la MCLCP, les participants sont invités à s'incorporer de façon fonctionnelle par la logique politique : «dans ces contextes-là, la politique empêche et limite la pratique participative, par conséquent, elle subordonne et impose la discipline qui subordonne les participants » (Palma 2000, 12)³⁵. Cependant, ce dispositif ne renforce pas la capacité citoyenne ; «il s'agit en d'autres termes d'éviter toute visée émancipatrice d'une participation durable et élargie» (Lefevre 2007, 48)

De plus, Selon Arnstein C'est « la redistribution du pouvoir, qui permet aux citoyens privés de pouvoir, exclus des processus politique et économique, d'y être à l'avenir sciemment inclus. Cette stratégie permet aux sans pouvoir de s'associer à la prise de décision du partage de l'information » (Idem, 1). Ainsi, l'analyse de la redistribution du pouvoir montre que les représentants de la société civile ont un pouvoir supérieur que les représentants de l'État, c'est à dire que 65% soit 30/46 des représentants de l'état ont une participation fonctionnelle contre 53% soit 40/75 des représentants de la société civil. L'information montre que les représentants de l'état s'incorporent à la MCLCP de façon fonctionnelle, cette caractéristique de la participation peut-être la raison par laquelle d'une part « Certains le considèrent comme un espace de contrôle ou un adversaire qui marque un obstacle dans

³⁵ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Palma

plusieurs processus ou actions proposés depuis le secteur de l'État » (MCLCP 2013, 108)³⁶. D'autre part, la puissance de la société lui a permis «de lier les questions des droits sociaux (problèmes de la pauvreté, l'emploi, l'alimentation, la nutrition, la santé, etc.) et des problèmes environnementaux à l'agenda public du gouvernement régional » (MCLCP 2012, 115)³⁷. Ce constat est étonnant de prime abord : La MCLCP de Cajamarca reste caractérisée par une puissance de la société civile qui lui a permis une institutionnalisation importante, ainsi « la MCLCP est conçue pour être un espace neutre, où elle a travaillé à devenir un lieu de rencontre afin de permettre l'échange et le dialogue démocratique qui vise à mettre les acteurs sociaux à un niveau égal que celui des représentants d'État » (Idem, 106).

4.2 L'inclusion de la société civile dans les processus décisionnels.

L'extension de la représentation signifie combien la société civile de la région de Cajamarca est impliquée dans un processus de démocratie participative. Cette analyse est importante car l'un des objectifs de la MCLCP consiste à intégrer les différents secteurs de la société au processus décisionnel. Pour comprendre qui se mobilise ? Nous allons faire référence à la question des publics-cibles et des public-réels. Selon Gourgues : « le premier enjeu doit se confronter n'importe quel dispositif participatifs est la nature du public auquel il entend s'ouvrir ou qu'il entend constituer » (2013, 88). Dans ce contexte-là, la MCLCP est tout d'abord un espace de rencontre entre deux acteurs de la société : d'une part la société civile et d'autre part l'Etat. Alors, à la fin de la présente enquête, « *La société civile est la somme totale de ces organisations et réseaux qui sont trouvent à l'extérieur de l'appareil formel de l'État. Elle comprend l'ensemble des organisations traditionnellement connues par groupes d'intérêt. Non seulement les ONG, mais aussi des syndicats, associations professionnelles, chambres de Commerce, religion, les groupes d'élèves, associations culturelles, clubs sportifs et groupes communautaires informelles* » (ICNL 2013, 210)³⁸. Ainsi, selon la MCLCP, elle cherche entre autres, la participation d'une part des « *Organisations sociales locales, syndicats, associations professionnelles. La société civile organisée...remplit un rôle important en participant à la prise de décisions et la gestion des politiques publiques, et aussi pour surveiller les accords et des politiques pour battre la pauvreté.* » (2007, 37). D'autre part, elle cherche la participation aussi « *des Organisations non gouvernement dédié à la promotion du développement et de la lutte contre la pauvreté, mais aussi des églises, ils placent une importante expérience de promotion de la Citoyenneté*

³⁶ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP

³⁷ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP

³⁸ Traduction faite par moi-même à partir de la citation d'ICNL.

et de développement, généralement au niveau local, orienté vers certains groupes ou secteurs ou à l'égard des aspects spécifiques de la pauvreté » (Idem, 37-38)³⁹. Enfin, nous pouvons reconnaître à la MCLCP de promouvoir la participation de publics-cibles grâce à son objectif particulier de combattre la pauvreté, cependant, la MCLCP considère que la lutte contre la pauvreté est une tâche qui concerne tout le monde. Pour cela, nous croyons que la MCLCP souhaite attirer des populations les plus démunies. La majorité de recherche nous montre une faiblesse de la représentation des organisations sociales de base dans les dispositifs participatifs. « Les participants appartiennent essentiellement aux classes moyennes dans les pays européens, alors que ce sont les milieux populaires qui participent le plus dans les Budgets participatifs brésiliens » (Nez 2006, 67). Cette analyse est aussi soutenue par Blondiaux : « L'enquête par questionnaires que nous avons menée auprès des conseillers révèle ainsi une forte surreprésentation des catégories les plus diplômées de la population, liée en partie à la présence massive de militants associatif et politiques en leurs sein ». (1999, 386).

Tout d'abord, Les études analysées au Pérou, montrent une trame plus complexe que nous résumons ci-dessous : les entreprises n'assistent pas ; les représentants de l'Etat participent parfois ; les femmes, les jeunes et les habitants pauvres participent parfois et les partis politiques s'impliquent éventuellement. Cette description de la participation nous montre une idée générale de la participation. L'analyse initiale de l'expérience de la MCLCP nous confirme que les entreprises privée n'assistent pas, alors que la société civile et l'état ont une forte présence dans ce dispositif. Pour faire l'analyse de la catégorie d'amplitude de représentation de la société civile⁴⁰, nous présenterons premièrement une carte régionale d'acteurs de la société civile de Cajamarca. Deuxièmement, nous verrons combien de ces organisations ont participé et nous montrerons le type et les niveaux d'engagement.

Pour commencer, la carte régionale de la société civile de Cajamarca a été construite sous cinq catégories qui condensent le tissu social. Ces catégories sont illustrées dans le tableau suivant :

³⁹Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP.

⁴⁰ La possibilité des organisations de la société civile historiquement exclue à participer dans cet espace qu'est la MCLCP et donc à être représentée.

Tableau 4 : La typologie de la société civile

Type	Description
Les organisations d'aide solidaire	Son but est de satisfaire les besoins fondamentaux, tels que la nourriture, l'eau, l'habillement, l'éducation et la sécurité, etc. de ses membres ou d'un groupe local spécifique.
Les organisations locales de promotion sociale.	Son but est de défendre les intérêts communs et le développement de sa localité. Ils sont composés d'habitant d'un territoire déterminé, et ses membres sont le public qui cible leurs activités
Les organisations de promotion du développement	Son but est de promouvoir les compétences et les connaissances pour être transférés depuis des organisations sociales ou à leurs membres pour le groupe ou le renforcement institutionnel des institutions sociales
Les organisations de défense des droits	Elles servent pour la défense et l'extension des droits de certaines valeurs universelles et conçu pour les acteurs sociaux.
Les organisations économiques	Elles sont liées à la dynamique du marché économique, dont le caractère et l'intérêt.

Source: CEDEPAS Norte 2009 Mapa regional de atores de la sociedad civil.

Selon le tableau ci-dessus, les principales dénominations de la société civile pour chaque type décrit sont :

Tableau 3 : La société civile existant à Cajamarca et mobilisée par la MCLCP de Cajamarca

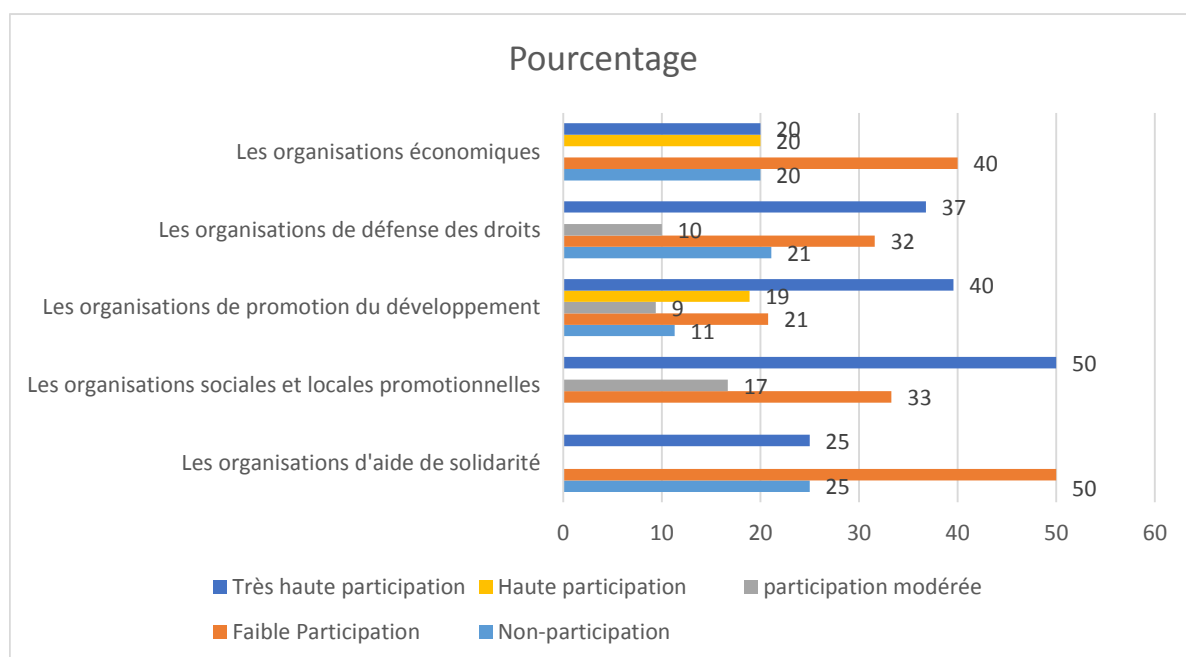
Type	Dénomination	Effectif	Société Civile qui a été mobilisée par la MCLCP	Effectif		
Les organisations d'aide solidarité	Comités du Verre de Lait	5	Organisations religieuses	1		
	Club des mères.					
	Organisations religieuses.					
	Associations de Pères de Famille (APAFAS)					
	Comité de la Sécurité Citoyenne					
Les organisations locales de promotion sociale.	Comité de Gestion ou de Développement	6	Comité de Gestion ou de Développement	5		
	Organisation de quartier					
	Comité d'Autodéfense					
	Front de Défense					
	Rondes de Paysannes		Rondes de Paysannes			
Les organisations	Organisations Gouvernementales	Non	3	Organisations Gouvernementales	Non	3

de promotion du développement	Réseaux ou consortiums de l'ONG Tables de concertation, tables thématiques (MCLCP).		Réseaux ou consortiums de l'ONG Tables de concertation, tables thématiques (MCLCP).	
Les organisations de défense de droits	Organisations syndicales. Organisations Professionnelles Organisations environnementales Organisations de défense Organisations des droits de l'homme. Organisations étudiantes. Organisations de la jeunesse Organisations de femmes Organisations de consommateurs Organisations culturelles Organisations des personnes à mobilité réduite Organisations des retraités	12	Organisations syndicales. Organisations Professionnelles Organisations environnementales Organisations de défense Organisations des droits de l'homme. Organisations étudiantes. Organisations de femmes Organisations culturelles Organisations des personnes à mobilité réduite Organisations des retraités	10
Les organisations économiques	Organisations de producteurs Comité de « Regantes » Organisations de Crédit Chambre de Commerce	4	Organisations de producteurs Chambre de Commerce	2
	Total	31	Total	23

Source: CEDEPAS Norte 2009 Mapa regional de atores de la sociedad civil. Et questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014

Premièrement, l'information de la carte de la société civile et les résultats de la recherche nous permettent d'identifier le nombre d'organisations de la société civile qui sont mobilisées par ce dispositif. Donc, 70% (23) des organisations de la société civile sont mobilisées par la

Graphique 1: Le type et le niveau de participation de la société civile regroupés par des types d'organisations sociales (%)



Lecture : les organisations d'aide de solidarité qu'ont participé, 75 % de ses représentants (avec une faible et un niveau à titre Non-participatif) font partis du type de la participation fonctionnelle ; alors que seulement 15 % (avec une très haute participation) sont dans le type de participation substantive. Les organisations économiques, 60 % de ses représentants (avec une faible et un niveau à titre Non-participatif) sont situées dans le type de participation fonctionnelle ; tandis que seulement 40 % (avec une haute et très haute participation) sont situés dans la participation substantive. Les organisations de défense de la droite, 63 % de ses représentants (avec une faible et modéré à titre Non-participatif) sont situés dans le type de participation fonctionnelle ; et 37 % (avec une très haute participation) sont à la participation substantive. Les organisations de promotion du développement, 59% de ses représentants (avec un haut et très haut niveau de participation) sont situées dans la participation substantive tandis que 41 % de ses représentants ayant une faible et modéré à titre Non-participatif, sont situés dans le type de participation fonctionnelle. Les organisations locales de promotion sociale, 50 % de ses représentants ayant un très haut niveau de participation, se trouvent dans une participation substantive ; alors que 50 % ont une participation faible et modéré est dans le type de participation fonctionnelle.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014

MCLCP de Cajamarca, cependant, nous croyons que ce type d'analyse est superficiel, pour cela, il faut montrer le niveau de participation des représentants, cela nous permettra d'avoir une vue claire de la participation des différents secteurs sociaux. Premièrement, selon le graphique 1, nous notons que les représentants des organisations de promotion du développement et les organisations locales de promotion sociale sont situés dans une participation substantive, ces derniers avec 50% et le premier avec 59%. Alors que les organisations économiques, les organisations d'aide de solidarité et les organisations de défense de la droite sont situés dans une participation fonctionnelle.

Deuxièmement, nous pouvons ajouter que les organisations le plus démunies économiquement⁴¹, les comités du verre de lait et les clubs de mères, sont absentes à la MCLCP de Cajamarca. Cependant, les organisations qui représentent les secteurs exclu, par exemple : les organisations de femmes, les organisations des personnes handicapées et organisations paysannes ont assisté à la MCLCP mais leur participation est fonctionnelle, exceptées les organismes culturelles⁴² puisque leur type de participation est substantif.

Troisièmement, nous pouvons affirmer que les Organisations non gouvernementales et les Réseaux d'ONG sont ceux qui occupent principalement ces espaces, suivis des Comités de gestions ou de développement, des organisations de quartier, des comités d'autodéfense, des fronts de défense et des rondes paysannes. Ces derniers sont des organisations sociales qui appartiennent directement a des communautés paysannes « *Depuis plus de trente ans, les rondes assurent, pour des centaines de milliers de personnes des Andes péruviennes, l'ordre, la justice et la gestion quotidienne de la vie rurale. Fruit e l'effort de mobilisation des paysans de la région, dynamique communautaire remarquable, elles sont, par-delà l'État, les organisations sociales emblématiques, spécialement de la région du Nord et elles assurent justice, vigilance et politique communautaires* » (Piccoli 2009, 98). Selon Cedepas Norte :

« Toutes les organisations de promotion des droits et 80 % des organisations de promotion sociale affirment que les rondes paysannes sont des organisations de plus grande importance dans le département. Principalement pour leur implication dans les processus liés à la promotion et la mise en place de la justice dans les zones rurales et dans la mobilisation

⁴¹ Ils « se concentrent sur leurs demandes de subsistance (nourriture, santé et éducation)» (CEDEPAS Norte 2009, 78)

⁴² Qui est principalement représenté par l'Académie Quechua qui essaie de promouvoir les droits autochtones dans la région de Cajamarca

sociale en faveur de la défense de l'environnement dans les domaines nationaux et régionaux » (CEDEPAS Norte 2009, 72-73)⁴³.

Enfin, pour conclure, nous dirons que la MCLCP a réussi à mobiliser une partie importante de la société civile, mais elle a été mobilisée principalement de façon fonctionnelle. C'est à dire que la MCLCP limite les compétences et les capacités de cette partie de la société civile. Selon Young la solution pour garantir une participation plus substantive est promouvoir dispositif participatif avec outils qui permettent un engagement plus égalitaire entre les secteurs de la société. *"Les groupes culturellement exclus sont désavantagés en ce qui concerne le processus politique, et la solution est au moins partiellement à fournir les moyens institutionnels pour la reconnaissance explicite et la représentation des groupes opprimés..."* (Kymlicka et Norman 1996, 29)⁴⁴.

4.3 Les caractéristiques de la représentation sociale dans la MCLCP de Cajamarca.

Assurer la représentation des intérêts sociaux ne dépend pas seulement de la représentation de la société civile dans le dispositif participatif, mais aussi de la qualité des représentants. Selon Gourgues, *« pour participer, un individu peut être appelé, mais il doit également se sentir légitime pour se rendre dans les dispositifs public »* (2013, 99). La légitimité des représentants est assez importante parce que la démocratie participative qui a été développée au Pérou commence avec la mobilisation des représentants. Selon Gaxie : *« Le "caractère principalement représentatif de l'intervention dans ce qu'il est convenu d'appeler l'espace public constitue ainsi une propriété très importante de nos systèmes politiques" »* (Blatrix 2009, 111). Donc, *« Les dispositifs de démocratie participative font alors partie d'une intégrante de la démocratie représentative. Ils y sont assimilés, au sens propre de convertis dans sa substance elle-même »* (Idem, 11). La crise de la représentation politique affecte de la même manière la représentation sociale. Cette analyses est appuyé par Martin Tanaka qui affirme que les mécanismes de participation *« ne considèrent pas les problèmes de représentation qui affectent non seulement la politique, mais aussi le social »* (Tanaka 2007, 2)⁴⁵. Selon Merino : *“...la représentation et la participation forment un mariage indissoluble dans de la démocratie. Les deux termes sont inexorablement essentiel”* (2001, 13)⁴⁶. De plus la participation développée au Pérou, se caractérise par une demande qui intéresse le collectif, c'est-à-dire, des représentants n'exprimant pas leur opinion personnelle, mais s'intéressant

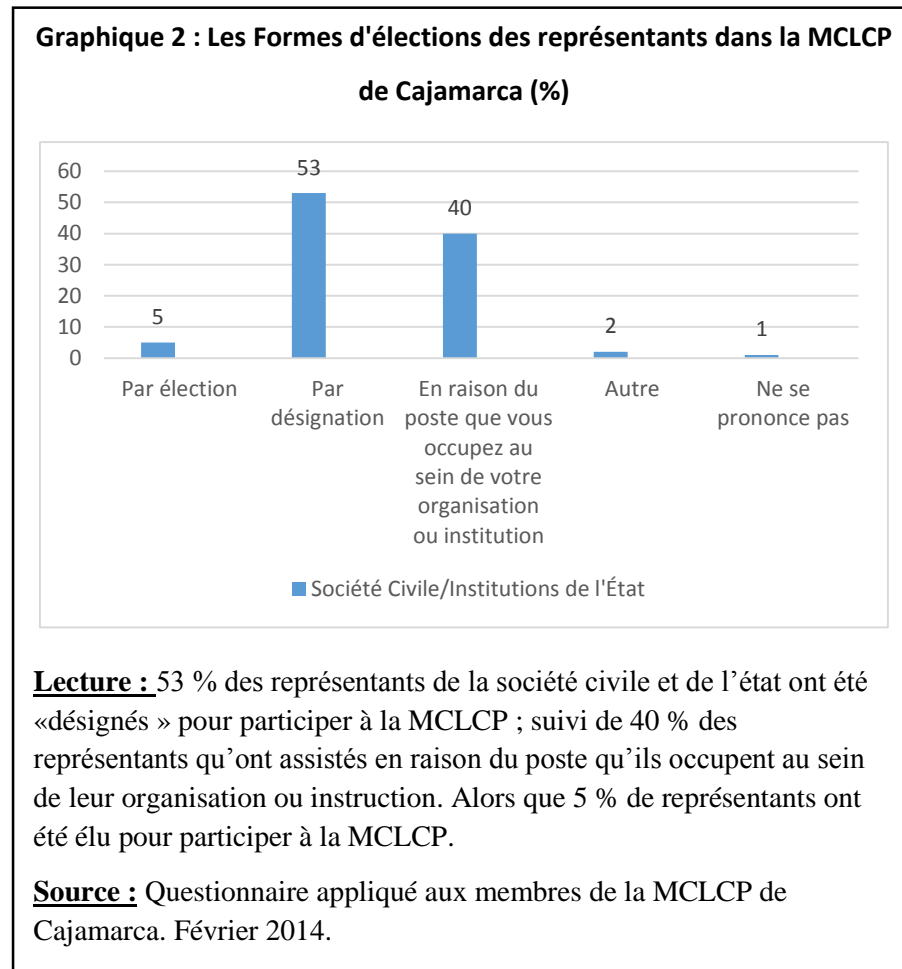
⁴³ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de CEDEPAS Norte.

⁴⁴ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Kymilcka et Norman

⁴⁵ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Tanaka.

⁴⁶ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Merino.

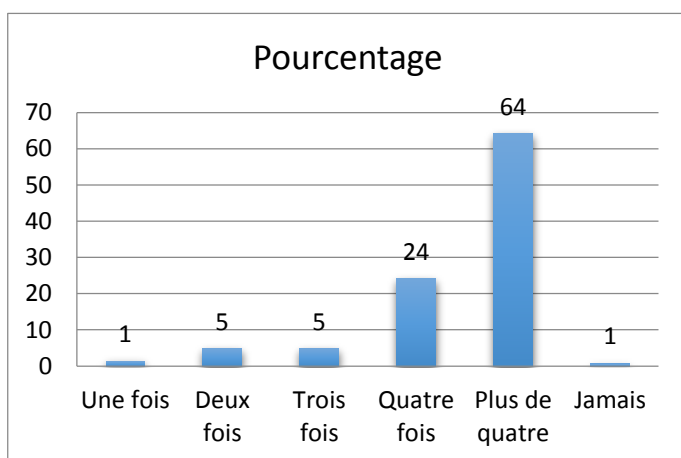
aux secteurs sociaux. Pour décrire la qualité de la représentativité, nous devons identifier comment fonctionne la délégation du pouvoir, la fréquence avec laquelle les participants élaborent ces propositions avec les représentés, la fréquence avec laquelle les représentants informent les représentés de leurs activités, mais aussi le soutien que porte les représentés à leurs représentants. Tout d'abord, nous verrons quelle est la procédure formelle de délégations du pouvoir dans la MCLCP de Cajamarca. En effet, nous pouvons constater, dans le graphique 2, que la délégation de pouvoir la plus signalée par les interviewés est la



délégation de pouvoir par désignation avec 53%, suivi de 40% qui ont répondu pouvoir assister à la MCLCP de Cajamarca grâce au poste qu'ils occupent dans la organisation ou institution. Par contre, 5% des représentants affirment que leurs pouvoirs de délégations s'effectuent par élections. Les

participants qui représentent leurs organisations par désignation n'ont pas été élus démocratiquement, au contraire des participants qui représentent leurs organisations par élection donc par une voie démocrate et des représentants qui participent à la MCLCP grâce aux postes qu'ils occupent au sein de leurs organisations ou institutions. Cela leur donne la représentation formelle de leurs organisations ou de leurs institutions.

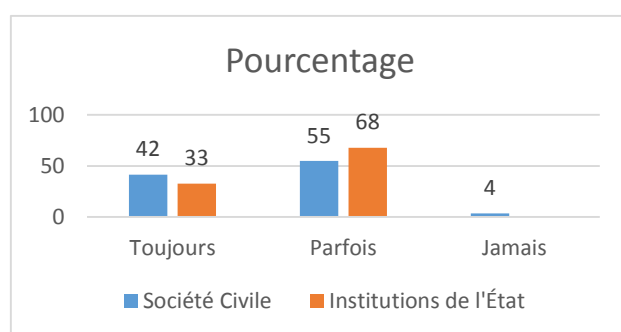
Graphique 3 : Le taux annuel d'information que donnent les représentants aux représentés concernant les activités ou/et décisions dans la MCLCP de Cajamarca.



Lecture : 64 % des représentants de la société civile et de l'état ont annoncé que les informations concernant des activités ou/et des décisions, ont été transmises plus de quatre fois aux représentés dans la MCLCP. De plus, 24 % des représentants de la société civile et de l'état ont annoncé que les informations concernant des activités ou/et des décisions, ont été transmises plus de quatre fois aux représentés dans la MCLCP.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Graphique 4 : Le soutien des représentés vers aux représentants dans la MCLCP de Cajamarca, regroupés par la société civile et par les institutions de l'État.



Lecture : 68 % des représentants de l'état et 55% de la société civile annoncés, sont « parfois » soutenus par ses représentés.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

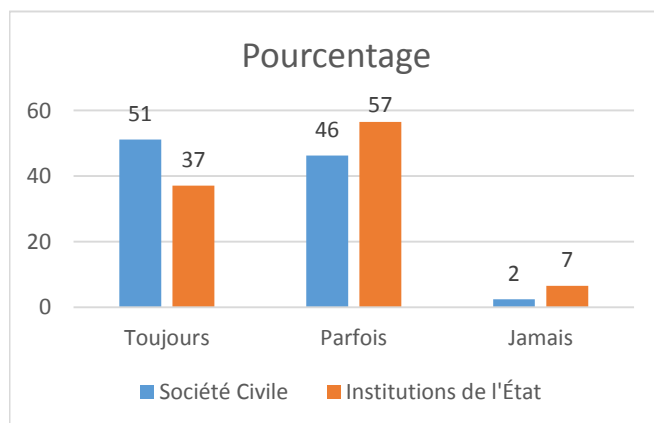
Cette analyse nous permet de faire une première conclusion temporaire où la MCLCP semble être portée par une représentation non démocratique. La vision formaliste de la représentation pourrait poser un problème dans la transmission des intérêts collectifs, mais cette analyse est insuffisante pour caractériser l'ensemble du concept de représentation. Pour cela, nous devons présenter l'autre vision de la représentation, laquelle permet d'identifier s'il y a un processus de reddition des comptes. Nous pouvons donc remarquer (Graphique 3) que 64% (plus de quatre fois par an) des représentants transmettent des informations aux membres de leur organisation sur les activités de la MCLCP de Cajamarca. Cette information est étonnante car elle démontre une transmission d'informations importante entre représentants et représentés. De plus, nous pouvons constater un manque de correspondance entre le type de délégation de pouvoir et la reddition des comptes.

Troisièmement, en appliquant le concept de représentation substantielle à

travers l'analyse du soutien des représentés et de la construction commune (entre les représentants et les représentés) des propositions, nous pouvons constater (graphique 4) que les représentants de la société civile (55%) comme de l'état (68%) affirment qu'ils sont rarement soutenus par leur représentée. D'ailleurs, les 51% des représentants de la société civile affirment (graphique 5) que les opinions effectuées dans la MCLCP de Cajamarca sont toujours construit de façons concertées au contraire des 57% de représentants de l'État qui estiment que celles-ci sont « parfois » seulement affirmées. Ces analyses nous montrent que la représentation substantive est plus faible pour l'État que pour la société civil.

Quatrièmement, la représentation descriptive, « où le représentant figure...le représenté du fait de caractéristiques communes » (Sintomer 2013), peut être exprimé de la façon suivante, les représentantes des organisations sociales sont représentés par des dirigeants sociaux qui ont une certaine similitude : par exemple, les organisations de rondes paysanne et leurs dirigeants sont des habitants qui partagent les mêmes origines, les mêmes croyances mais aussi les mêmes conditions matérielles. Néanmoins ils ne partagent pas leurs conditions culturelles et sociales car ils sont naturellement des leaders qui ont accumulés

Graphique 5 : Les fréquences des opinions effectuées dans la MCLCP de Cajamarca à partir de la construction concertée entre les représentants et les représentés, regroupés par la société civile et par les institutions de l'État.



Lecture : 57 % des représentants de la société civile ont annoncé qu'ils ont « parfois » donné des opinions dans la MCLCP. Alors que 51% des représentants de la société civile ont annoncé qu'ils ont donné « toujours » des opinions dans la MCLCP.

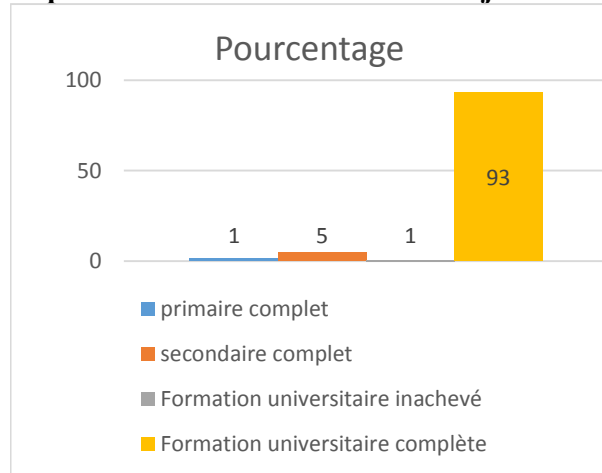
Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

certaines caractéristiques propre (plus d'éducation, plus d'expérience, plus facilité de parler, plus réseaux d'appui). Ainsi, ce qui nous a étonné est que 93% (Graphique 6) de représentants ont un niveau de formation universitaire complet qui équivaut en France à une un diplôme de niveau supérieur à bac+2. C'est-à-dire, ce contexte-là met en évidence l'image d'un participant professionnel, cette terminologie est utilisé pour remarquer « que le public mobilisé se compose très souvent de personnes dotée d'un capital culturel, social, économique élevé... » (G. Gourgues 2013, 91). Ce concept fait référence à des « hommes retraités, souvent anciens fonctionnaires, engagés

dans de multiples associations et mouvements, omniprésents dans un, voire plusieurs, dispositif(s) sur un territoire donné » (Idem, 91). Mais, dans l'expérience étudiée est totalement différente, les représentants sont des hommes qui partagent une quantité de caractéristiques communes.

Notre analyse ne cherche pas résoudre la tension entre l'idéal et la réalité de la représentation, mais à caractériser la représentation sous les quatre visions de la représentation de Pitkin. Premièrement, la vision formaliste de la représentation se caractérise par une délégation de pouvoir par une voie antidémocratique, «la désignation». Deuxièmement, la représentation par la reddition des comptes semble très forte car les représentantes informent (plus de 4 fois par an) les représentés de leur activité. Troisièmement, la représentation substantif se caractérise par un faible

Graphique 6 : Le niveau de formation de représentants dans la MCLCP de Cajamarca.



Lecture : 93 % des représentants de l'état et de la société civile ont une formation universitaire complète.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

soutien des représentantes par leur représentées, De plus il apparait que la construction commune des opinions est forte dans la société civile et plutôt faible au niveau étatique. Cependant le plus étonnant est sûrement le manque de relation entre le type d'élection de représentants et les autres visions de la représentation. Tout cela nous permet d'affirmer que la représentation des représentants dans la MCLCP de Cajamarca admet le transfert de l'intérêt collectif et donc la légitimité du dispositif participatif.

5 La qualité du processus décisionnel dans la MCLCP de Cajamarca

Le processus dialogique de la démocratie participative a commencé au Pérou avec des « pratiques naissantes à partir de recherche d'accords pour réduire les risques de la gouvernabilité causées par l'augmentation des conflits sociaux, soit, des effets de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités durant les deux dernières décennies » (Licha

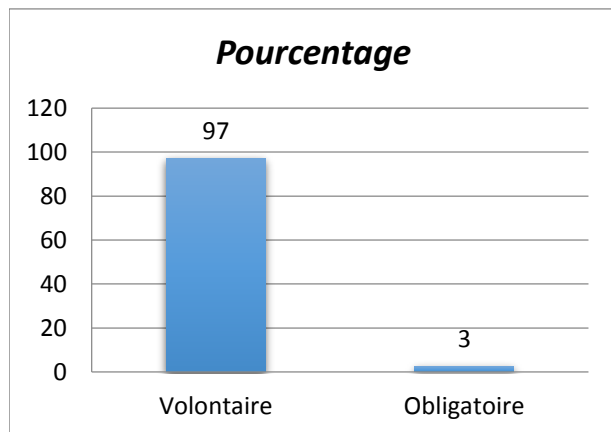
2003, 1)⁴⁷. Par conséquent, la concertation est un processus par lequel les participants de la MCLCP de Cajamarca cherchent à parvenir des accords. Pour Sartori, la concertation signifie l'identification de trois niveaux de consensus que nous aborderons ci-dessous.

5.1 Comment est caractérisé le consensus de base dans la MCLCP de Cajamarca

Le consensus de base se construit grâce à trois caractéristiques : la participation doit être libre ; le MCLCP doit fournir des informations opportunes et exactes et les représentants doivent partager les valeurs suivantes : dialogue, tolérance, patience, enthousiasme, sensibilité et créativité. Les deux premières caractéristiques sont la base pour assurer un niveau minimum de consensus, mais la troisième caractéristique (culture politique homogène) détermine l'existence d'un consensus de base. Premièrement, la

participation volontaire permet d'évaluer la disponibilité et la volonté des représentants à contribuer. Selon Sartori, la liberté politique sert à protéger le citoyen de l'oppression, nous pouvons donc constater que 97% des représentants assistent à la MCLCP de façon volontaire (Graphique 7). Cependant, la réalité de cette liberté dans la participation ne semble pas certaine. En effet, nous avons demandé aux participants de se positionner face à cette affirmation : « tous les participants de la MCLCP de Cajamarca arrivent par une initiative libre et avec une volonté d'apporter des idées » (Graphique 8). Cette question démontre que 47% des représentants ne sont pas totalement d'accord avec l'affirmation susmentionnée. Mais le degré qui concerne le désaccord nous permet d'affirmer l'existence d'une volonté de participer mais cela n'est pas toujours le cas. Par ailleurs, la reconnaissance d'un certain degré de liberté des représentants est ce que la démocratie exige.

Graphique7 : La participation des représentantes dans la MCLCP de Cajamarca est volontaire ou obligatoire.



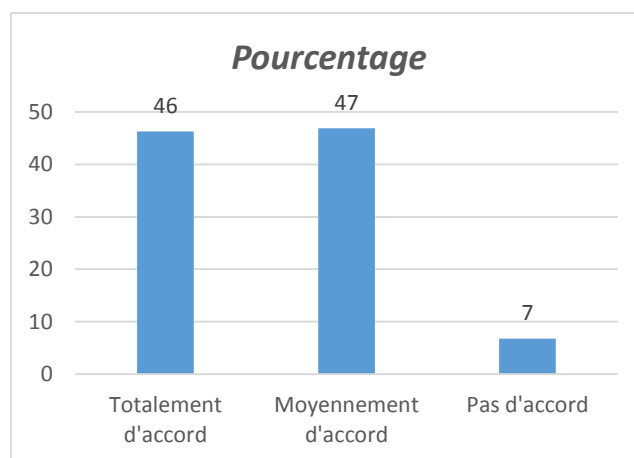
Lecture : 97 % des représentants de l'état et de la société civile ont une assistance «volontaire ».

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

⁴⁷ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Licha.

Deuxièmement, la qualité de la délibération dépend de la qualité et de la quantité d'information que les représentants doivent avoir pour s'exprimer. Les résultats démontrent que 50% des participants affirment que la MCLCP de Cajamarca dispose d'une importante information reflétant les besoins réels et qu'elle la communique rapidement et clairement à ses participants (Graphique 9). Par conséquent, nous pouvons affirmer que la MCLCP dispose de l'information nécessaire pour promouvoir un échange d'opinions avertis, «...Pour cela, il est important de donner les informations complètes en temps prévu. D'ailleurs, plus il y a d'informations, plus les possibilités se concertent correctement» (MCLCP 2004, 6)⁴⁸. Pour Sartori, la réussite de l'accord dépend de la qualité de la participation, c'est-à-dire du fait que les citoyens participants soit bien informés et qu'ils aient une bonne connaissance des problèmes. Troisièmement, selon Sartori une culture politique homogène permette un «consensus social, au niveau communautaire» (Sartori 2000,

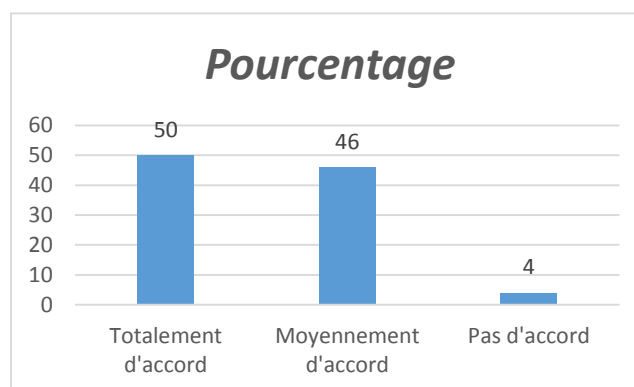
Graphique 8 : Les participants assistent librement et volontairement à la MCLCP de Cajamarca.



Lecture : 47 % des représentants de l'état et de la société civile sont moyennement d'accord pour que les participants assistent librement et volontairement à la MCLCP de Cajamarca.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Graphique 9 : La MCLCP dispose d'une importante information reflétant les besoins réels et la communique rapidement et clairement à ses participants.



Lecture : 50 % des représentants de l'état et de la société civile sont moyennement d'accord pour que les participants disposent d'une importante information reflétant les besoins réel et la communique.

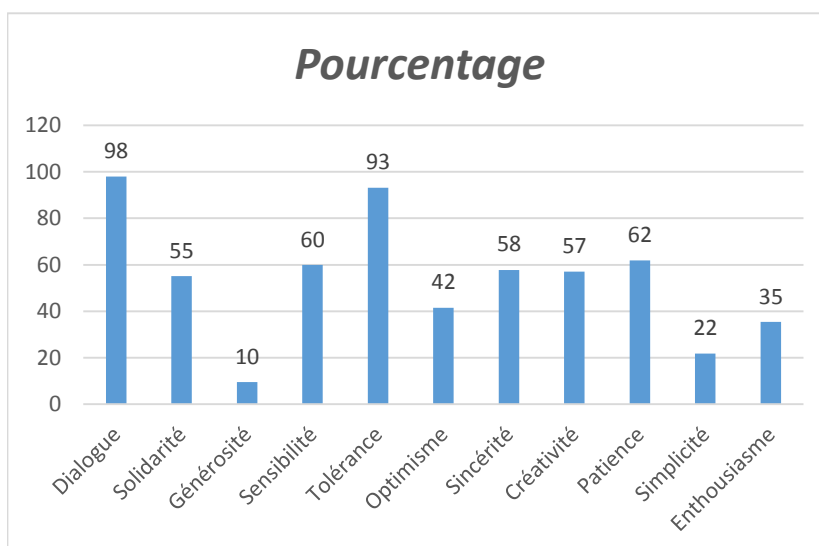
Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

⁴⁸ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de la MCLCP

122)⁴⁹. Cette caractéristique se traduit par un partage de valeurs entre les différents représentants de la MCLCP. Toutes ces attitudes favorisent la démocratie et font de la concertation un outil fondamental pour parvenir à un consensus pour la lutte contre la pauvreté.

Pour savoir quelles sont les attitudes les plus importantes pour les représentants, nous leur avons demandé de choisir six attitudes sur neuf. Finalement, les attitudes les plus importantes sont pour eux le dialogue (98%), la tolérance (93%), 62% de la patience, 60% de la sensibilité, 58% de la sincérité, 57% de la créativité (graphique 10). Alors, selon les dossiers élaborés par la MCLCP,

Graphique 10 : Les Attitudes importantes pour la concertation, regroupés par la société civile et par les institutions de l'État.



Lecture : 98 % des représentants de l'état et de la société civile ont annoncé que le dialogue est important pour la concertation.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

la sincérité n'est pas une attitude pour la concertation mais l'enthousiasme. Cela peut poser des problèmes au moment des délibérations.

Cette information nous permet d'affirmer que les représentants ont une certaine connaissance des attitudes qu'ils doivent avoir pour s'engager dans un processus délibératif. Toutefois, elle ne nous suffit pas pour savoir s'il est facile ou non d'adopter-ces attitudes dans le cadre du processus délibératif. Nous leur avons donc demandé, pour chaque attitudes si cela leur semblait compliqué ou non de les mettre en pratique dans la réalité (tableau 4).

Alors, nous pouvons constatée que 49% des représentants affirment que l'enthousiasme est un peu compliqué et 47% que le dialogue est un peu difficile. De plus, les attitudes moyennement compliquées sont la sensibilité (48%), la tolérance (46%) et la patience avec

⁴⁹ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Sartori.

45% des représentants. Selon cette analyse nous pouvons en déduire que ces attitudes ne sont pas compliquées à appliquer dans la réalité.

Tableau 4 : La facilité ou la difficulté qu'ont les participants de la MCLCP de Cajamarca qui met en pratique les attitudes suivantes.					
Les Attitudes	Extrêmement compliqué	Compliqué	Moyennement compliqué	Un peu compliqué	Tout Simple
Dialogue	5%	6%	20 %	47%	22%
Sensibilité	1%	10%	48%	31%	10%
Tolérance	6 %	22 %	47%	20%	5%
Créativité	1%	7%	35%	43%	14%
Patience	4%	35%	45%	12%	3%
Enthousiasme	8%	7%	26%	49%	10%

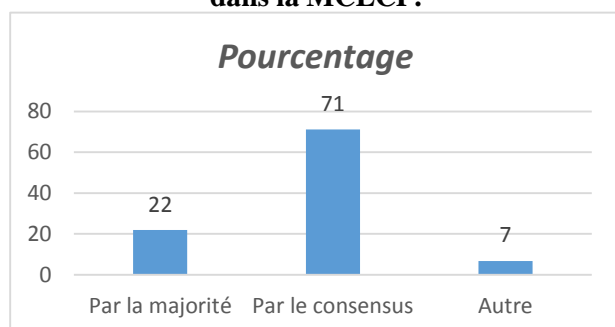
Lecture : 49 % des représentants de l'état et de la société civile ont annoncé que l'enthousiasme est un peu compliqué pour la pratique.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

En conclusion, la MCLCP a un consensus de base fort, car les représentants participent volontairement. De plus, les représentants reçoivent l'information à temps et celle-ci est de bonne qualité, ce qui permet aux représentants d'avoir une bonne communication. De plus, les membres partagent une culture politique homogène. Ainsi, la MCLCP a réussi à développer des attitudes et des valeurs qui sont importantes pour un processus de concertation. Ce contexte-là favorise la légitimité de l'espace de participation, parce que l'information et les valeurs aideront à gérer le désaccord dans le processus de concertation.

5.2 Comment est caractérisé le consensus de procédure dans la MCLCP de Cajamarca

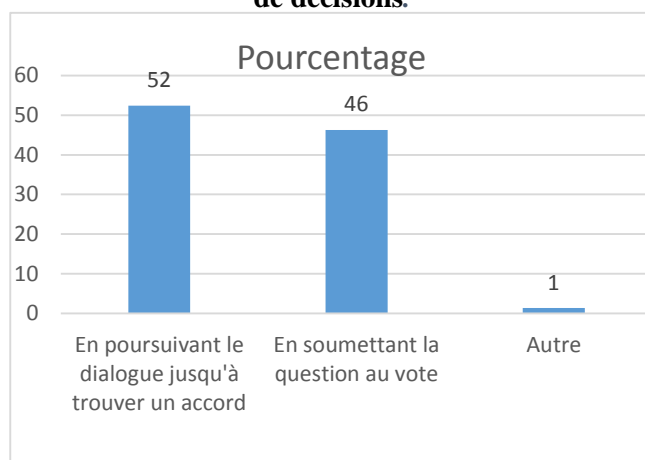
Graphique 11 : Les modèles de prises de décisions dans la MCLCP.



Lecture : 71 % des représentants de l'état et de la société civile ont annoncé que le consensus est le modèle de prises de décisions.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Graphique 12 : Les accords exécutés au sein de la MCLCP durant l'absence du consensus dans la prise de décisions.



Lecture : 52 % des représentants de l'état et de la société civile ont annoncé que les accords exécutés durant l'absence du consensus dans la prise de décision est le dialogue jusqu'à trouver un accord.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Le niveau de consensus de la procédure, décrit la façon comment résoudre les conflits ou les dissensions, c'est-à-dire que les représentants qui s'engagent dans la MCLCP ne partagent pas une règle de résolution des conflits, ils seront en antagonisme et avec cela la fin de la communication et du dialogue.

Cela est appelé par Sartori le consensus procédural, « dans la mesure où il définit les règles du jeu » (2000, 123)⁵⁰. En effet, la MCLCP établit les décisions et les conflits sont décidés par consensus. Tout d'abord, nous devons affirmer que les participants doivent connaître leurs responsabilités d'action, ce qui veut dire, les règles qui dirigent le processus des prises de décision doivent être clairement énoncées tout au long de la concertation. Nous pouvons constater (Graphique 11) que 71% des représentants affirment que le mode de décision collective est le consensus. Cette observation permet de penser qu'une part minoritaire des participants affirment que le consensus ne correspond sans doute pas à la concertation alors pour avoir une

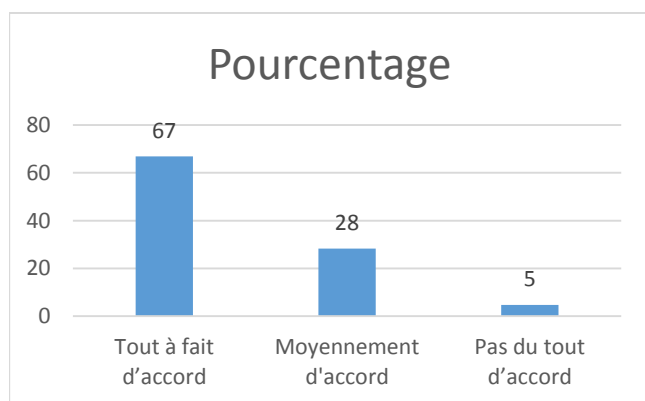
information plus large sur l'utilisation du consensus nous pouvons remarquer (Graphique 12) que 52% des représentants affirment que pendant l'absence du consensus, la prise de décision

⁵⁰ Traduction faite par moi-même à partir de la citation de Sartori.

s'effectue par le biais du dialogue jusqu'à trouver un accord. Cette information nous permet d'affirmer que la concertation dans la MCLCP pourrait être caractérisée par un consensus apparent où « *le vote est utilisé exceptionnellement, comme dernier recours, si les participants ne parviennent pas à un consensus* » (Urfalino 2007, 54). Cependant, Sartori soutient qu'il faut « *fixer les règles pour diverger et pour résoudre les divergents. En conséquence, les désaccords, dans ces règles, est protégé et est promu par la démocratie* » (2000, 124).

Alors, nous croyons que la MCLCP ne s'est clairement distingué comme devrait être organisé le processus de dissentiment. Cela pourrait déclencher certains problèmes qui parviendraient à des accords par majorité et non par consensus. De manière générale, nous

Graphique 13 : Les normes ou règles de la MCLCP clairement définies pour régir le processus de concertation.



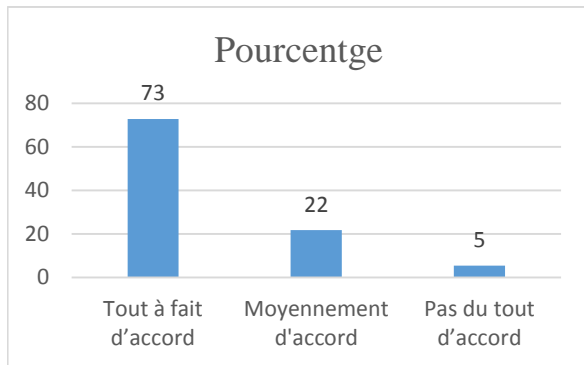
Lecture : 67 % des représentants de l'état et de la société civile sont tout à fait d'accord avec les normes ou règles clairement définies pour régir le processus de la concertation que propose la MCLCP.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

pouvons affirmer que la MCLCP a des normes ou des règles clairement définie pour régir le processus de concertation, alors que 67% des participants le confirment (graphique 13). Pour Sartori : «... *le consensus de procédure, à savoir le consensus sur la règle de résolution des conflits est la condition démocratique* » (Idem, 124). Enfin, nous constatons que la MCLCP à un consensus de procédure où la majorité des interviews reconnaissent l'existence des règles qui gèrent les dissentiments, mais ces consensus sont caractérisé par un consensus apparent.

5.3 Comment est caractérisé le consensus d'action politique dans la MCLCP de Cajamarca

Graphique 14 : La MCLCP a clairement établi des objectifs et a identifié des attentes précises autour de la concertation.



Lecture : 73 % des représentants de l'état et de la société civile sont tout à fait d'accord avec la MCLCP car elle a clairement établi des objectifs et a identifié des attentes précises autour de la concertation.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Le consensus de l'action politique, décrit le désistement qui peut exister dans la concertation. C'est-à-dire, « *le consensus démocratique est l'aboutissement de la délibération et des divergences exposées, qui se trouvent à la fin des déclenchements des faits* » (Grompone 1998, 1)⁵¹. L'enquête gérée par Grompone montre que : « *La discussion, ne sont pas tenues à l'échange d'idées, mais dans une méthode d'approximations successives pour définir un concept ou un problème aussi précisément que possible. Aucune cherché à intégrer divers points de vue (il n'en existait pas), mais de trouver le*

mot juste pour que tout le monde soit convaincu » (Idem, 7). Dans ce contexte-là, la concertation prend un sens faible⁵². Pour décrire le niveau de consensus d'action politique, nous verrons premièrement si les objectifs de la concertation sont établis clairement ; deuxièmement la clarté de l'exposition des idées dans le processus de concertation et finalement le caractère contraignant des décisions. Donc premièrement, nous pouvons constater (Graphique 14) que 73% des représentants affirment que la MCLCP de Cajamarca a clairement établi les objectifs et a identifié les attentes précises autour de la concertation. Cela permettra de déterminer les possibilités réelles et d'éviter de tomber dans des idéalizations et confusions.

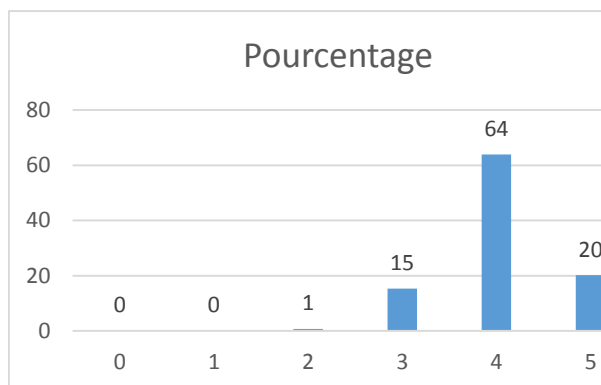
⁵¹ Traduction réalisée par moi-même à partir de la citation de Grompone.

⁵² Cette catégorie conceptuelle est expliquée dans le page 29.

Deuxièmement, la qualité de la concertation dépend aussi de la qualité même de la délibération. Cela signifie que la MCLCP doit donner aux participants un accès à la parole. «...les dispositifs peuvent permettre aux participants d'exprimer leurs préférences ou leurs positions aux responsables et aux publics présents » (G. Gourgues 2013, 104). Pour savoir le niveau de dialogue et de débat, nous demandons aux représentants de choisir (Graphique 15) si le dialogue a été évité ou non. Nous constatons que 64% des représentants affirment que la MCLCP a promu le

débat et la diversité des opinions. Finalement, les participants agissent sur la base de la connaissance des objectifs, à savoir l'atteinte et les limites de la concertation, en conséquence, cela permet la légitimation de l'espace de participation et concertation et d'éviter tout

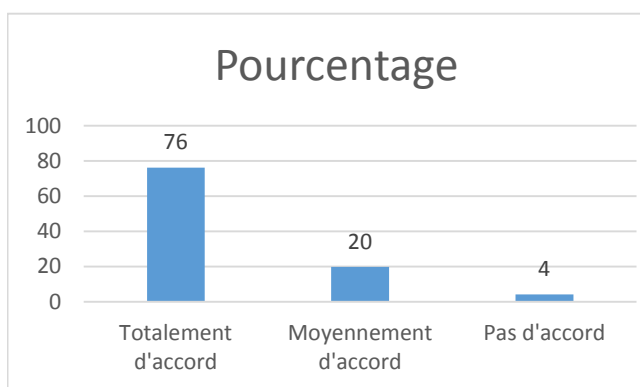
Graphique 15 : Le niveau de dialogue et de débat entre les participants de la MCLCP.



Lecture : Une échelle de 0 à 5 dont le 0 signifie que l'échange des opinions a été évité. Le 5 signifie que le débat et la diversité des opinions ont été promû.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Graphique 16 : Tous les participants de la MCLCP exposent clairement leurs idées.



Lecture : 76 % des représentants de l'état et de la société civile sont totalement d'accord avec tous les participants de la MCLCP dans le fait qu'ils exposent clairement leurs idées.

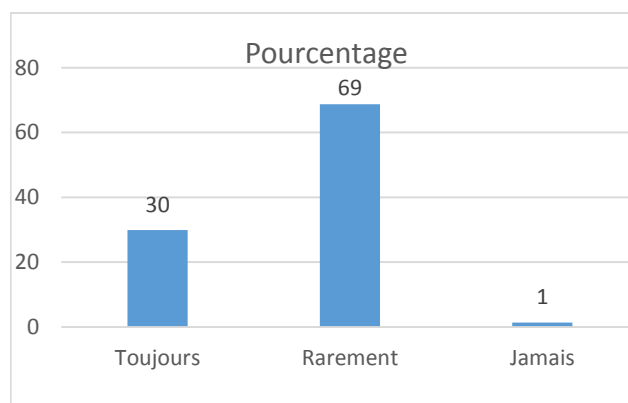
Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

désenchantement et idéalisation de la démocratie participative. Pour cette raison, la MCLCP se constitue en un dispositif qui facilite l'échange des opinions, lesquelles sont caractérisées, pour la plupart (76%), comme claires et concises (graphique 16). Cependant, 69% (Graphique 17) considèrent l'existence d'un échange des points de vue, mais ceux-ci ne sont pas toujours pris en considération, ce qui pourrait provoquer un éloignement progressif des représentants.

Troisièmement, l'ultime caractéristique du consensus d'action politique est la valeur

contraignante de la décision qui est prise dans la MCLCP. C'est-à-dire que cette caractéristique est importante parce qu'elle permet de consolider la légitimation et l'efficacité du dispositif participatif. Nous pouvons affirmer (Graphique 18) que 87% des représentants annoncent que les accords obtenus par la MCLCP sont « rarement » respectés par le gouvernement. Cette information nous permet d'affirmer que la MCLCP a un faible caractère contraignant. Cependant, la faiblesse de cette dernière n'affecte pas la légitimation de la MCLCP, parce que les participants ont a priori une connaissance des attentes de la concertation. Celle-ci donne légitimation au processus de concertation dans la MCLP de Cajamarca.

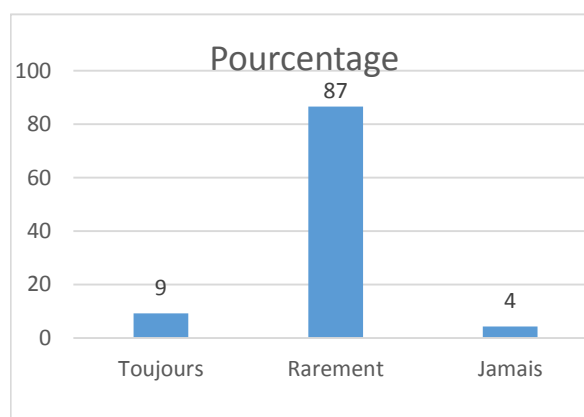
Graphique 17 : Considérez- vous que votre opinion est prise en compte dans les décisions adoptées par la MCLCP Cajamarca ?



Lecture : 69 % des représentants de l'état et de la société civile ont affirmé que leur opinion est rarement prise en compte dans les décisions adoptées par la MCLCP.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

Graphique 18 : Les accords obtenus par la MCLCP de Cajamarca sont-ils respectés par les représentants de l'État ?



Lecture : 87 % des représentants de l'état et de la société civile ont affirmé que les accords obtenus sont rarement respectés par les représentants de l'État.

Source : Questionnaire appliqué aux membres de la MCLCP de Cajamarca. Février 2014.

CONCLUSION

Depuis l'institutionnalisation de la démocratie participative, les dispositifs participatifs se sont inscrits comme une pratique de l'action publique, cherchant à associer la participation citoyenne à la prise de décision. Ainsi, la Table de concertation de lutte contre la pauvreté (MCLCP) a pour objectif d'harmoniser la participation et la délibération à travers la concertation. Ceci a permis d'ancrer la concertation comme un moyen efficace pour surmonter les obstacles et les conflits sociaux. Si la corruption et la pauvreté sont deux principaux obstacles au développement d'une communauté, alors, la concertation peut-être la meilleure façon de traiter et de trouver des solutions.

A partir des années 2001, le champ participatif s'étend à toutes les villes du Pérou. Ainsi, de nouveaux espaces de participation et de concertation ont été générés. Ces dispositifs ont mobilisé des acteurs, issus des différents secteurs de la société civile. L'institutionnalisation de la démocratie participative va impliquer de nombreux changements dans l'action publique. La transition démocratique a pour but de démocratiser l'Etat et d'améliorer les relations entre l'Etat et la société civile. La Participation au Pérou a suscité de grandes attentes pour la population, car elle va au-delà de la simple idée d'être entendue, il s'agit plutôt d'influencer les affaires publiques. Leur insatisfaction peut accroître encore le mécontentement sociale, qui dans les trois dernières années a généré une série de conflits interminables à l'intérieur du pays.

Notre recherche est devenue une nécessité pour couvrir certaines insuffisances de la littérature sur le Pérou à l'égard de la qualité des espaces de participation et de concertation. Cette enquête est une première tentative qui pourrait nous conduire à établir des indicateurs qui vont nous aider à analyser la qualité des espaces de consultation et de participation dans le contexte péruvien.

Notre désir d'améliorer la mise en œuvre des politiques de démocratie participative au Pérou nous a mené à tenter d'évaluer les dispositifs de la démocratie participative. En effet, nous croyons que les recherches menées jusqu'à présent sont insuffisantes pour décrire la fonctionnalité de ces dispositifs. Pour celle-ci, nous avons essayé de construire un ensemble d'indicateurs qui nous permettent de rendre compte de la dynamique de la participation et la concertation. Notre encadrement méthodologique suppose l'étude de la démocratie participative à travers le type et le niveau de participation citoyenne, la représentation des représentants, l'élargissement de la représentation de la société civile et les niveaux de consensus qui existent dans la concertation.

La façon dont la démocratie participative a émergé au Pérou a permis de soulever un élément central : la participation et la concertation sont des outils qui permettent l'ouverture décisionnel en direction de la société civile et d'entendre la voix des citoyens. Cette ouverture décisionnelle se cristallise dans la MCLCP. Ainsi elle est considérée comme un espace important et vivant où la société civile et l'état se rencontrent pour délibérer et définir des actions. Donc, grâce à l'encadrement méthodologique, nous essayerons de mettre en œuvre et de caractériser la MCLCP de Cajamarca sous quatre aspects.

Premièrement, 58% d'assistants ont une participation fonctionnelle ; c'est à dire que la plupart des représentants de l'état et de la société civile ne sont pas impliqués dans la prise de décision car ils sont intégrés uniquement en fonction de l'efficacité ou grâce à l'efficience de la MCLCP de Cajamarca.

Deuxièmement, dans la région de Cajamarca il y a 31 organisations de la société civile et 70% des organisations ont été mobilisées par la MCLCP. Mais seulement 39% de ses représentants ont une participation substantielle, alors que la plupart ont une implication fonctionnelle, donc nous pouvons en déduire, qu'il y a une représentation limitée de la société civile au processus décisionnel, car la plupart des organisations ont un rôle fonctionnel.

Troisièmement, La MCLCP de Cajamarca se caractérise pour avoir une faible délégation de pouvoir. En effet, seulement 53% de participants sont « désignés » pour participer. Ainsi les représentants de la société civile (55%) tant comme de l'état (68%) affirment qu'ils sont rarement soutenus par leur représentation. Cependant, la transmission d'information entre participants et représentés se fait davantage par la société civile que par l'état. Alors les représentants ont permis de porter l'intérêt collectif de leur représentés à la MCLCP de Cajamarca, cela peut être un facteur pour la légitimation du dispositif participatif. Le plus étonnant dans cette analyse est la faible relation entre l'élection démocratique de représentants et les autres visions de représentation élaborée par Pitkin.

Quatrièmement, la MCLCP a obtenu un consensus de base fort, c'est-à-dire que 97% des représentants sont mobilisés de façon volontaire, 50% des représentants ont une information suffisante et de qualité pour opiner. En même temps, les membres partagent une culture politique homogène. En ce sens, la MCLCP a réussi à développer des attitudes et des valeurs en commun qui sont importantes pour un processus de concertation. Cependant, la MCLCP de Cajamarca se caractérise pour avoir un consensus de processus faible qui se caractérise par un consensus apparent. Pour finir de caractériser le processus de concertation nous devons affirmer que la MCLCP a obtenu un consensus d'action politique modérée, c'est-à-dire que

les participants agissent sur la base de la connaissance des objectifs, à savoir la portée et les limites de la concertation, ce qui permettrait la légitimation de l'espace et d'éviter tout désenchantement de l'idéalisation. Cela permet de caractériser la MCLCP comme l'espace qui facilite l'échange de vue parce qu'ils sont clairs et concis. Mais les opinions ne sont pas toujours considérées. Finalement, les accords arrivant dans la MCLCP ne sont pas toujours considérés par l'état, mais le fort consensus de base permet à la MCLCP d'avoir la légitimation. En effet, les participants savent que les débouchés de la concertation ne sont pas toujours considérés et cela leur semble plutôt normal.

Enfin, nous pourrions dire que la MCLCP de Cajamarca est un dispositif qui mobilise une quantité importante de la société civile dans la région. Leurs points de vue ne sont pas intégrés dans la prise de décision, mais plutôt sur la mise en œuvre des activités visant à l'efficacité de la MCLCP. D'autre part, la légitimité de la MCLCP réside dans son fort niveau de consensus de base et son niveau modérée de consensus d'action politique. Celle-ci donne vie à la légitimité. Cette légitimité a permis d'avoir 13 ans de fonctionnement. La MCLCP est devenue un lieu de rencontre important pour la société civile et l'Etat. Cependant, le manque de participation et l'inclusion des points de vue de tous les participants au processus de concertation peuvent provoquer l'éloignement progressif des secteurs importants de la société civile ou même pire, la perte de légitimité et donc leur disparition.

6 BIBLIOGRAPHIE

- Arroyo, Juan, y Marina Irigoyen. *Desafíos de la Democracia Participativa Local en la Descentralización*. Lima: Ministerio Británico para el Desarrollo Internacional, 2005.
- Auroi, Claude, et al. *Où va le Pérou? Bilan de la décennie 1990-2000 et pistes pour l'avenir*. Genève: IUED, 2002.
- Blatrix, Cécile. «La démocratie participative en représentation.» *Sociétés contemporaines*, 2009: 97-119.
- Blatrix, Cécile. «Un nouvel état de la démocratie? Formes, échelles et pratiques de la démocratie à l'heure du "développement durable".» Dans *Les états de la démocratie. Comprendre la démocratie au-delà de son utopie*, de Odile Piriou, & Pierre Lénéel, 197-220. Paris: Hermann, 2011.
- Blondiaux, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Paris: Éditions du Seuil et La République des Idées, 2008.
- Blondiaux, Loïc. «Représenter, délibérer ou gouverner? Les assises politiques fragiles de la démocratie participative de quartier.» En *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, de CURAPP/CRAPS, 367-404. Paris: PUF, 1999.
- Castillo, Gerardo Távara. «La participación ciudadana en el contexto de la descentralización en el Perú.» Dans *La participación desplegada en la política y la sociedad*, de Romeo Grompone, 145-183. Lima: RED PARA EL DESARROLLO DE LAS CIENCIAS SOCIALES EN EL PERÚ, 2008.
- CEDEPAS Norte. «Mapa Regional de Actores de la Sociedad Civil de Cajamarca.» Consultoria, Lima, 2009.
- Chavrier, Géraldine. «La démocratie participative dans le débat sur la décentralisation (1978-2004).» En *La démocratie participative*, de François Robbe, 143-166. Paris: L'Harmattan, 2007.
- Combessie, Jean-Claude. *La méthode en sociologie*. Paris : La Découverte, 2007.
- Comité d'évaluation et de Suivi. *Une échelle de participation citoyenne – Sherry Arnstein*. Paris, Mars 2006.
- Danzelot, Jacques, et Renaud Epstein. «Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine.» *Esprit*, 2006: 5-34.
- García, Elena. «Crisis de la representación política: las exigencias de la política de la presencia.» *Revista de Estudios Políticos (Nueva Época)*, n° 111 (2001): 215-226.
- Garraud, Philippe. «Politiques Nationales: Élaboration de l'agenda.» *L'année sociologique* (Presses Universitaires de France) 40 (1990): 17-41.
- Gaudin, Jean-Pierre. *La démocratie participative*. Paris: Armand Colin, 2013.

- Gobierno Regional de Cajamarca. *Plan de Desarrollo Regional Concertado: Cajamarca 2021*. Cajamarca, 2010.
- Gourgues, Guillaume. *Le consensus participatif. Les politiques de la démocratie dans quatre régions françaises*. Thèse, Grenoble: Répertoire des Recherches, 2010.
- Gourgues, Guillaume. *Les politiques de démocratie participative*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 2013.
- Grompone, Romeo. «La descentralización y el desprecio de la razón política.» Dans *Descentralización y Gobernabilidad en tiempos de globalización*, de Bruno Revesz, 36. Lima: IEP, 1998.
- Guillen, Amalia, Karla Saéñz, Badii Mohammad, y Jorge Castillo. «Origen, espacio y niveles de participación ciudadana.» *Daena: International Journal of Good Conscience* 4, n° 1 (Marzo 2009): 179-193.
- Hayat, Samuel. «Démocratie participative et impératif délibératif: enjeux d'une confrontation.» Dans *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, de Marie-Hélène Bacqué, & Yves Sintomer, 102-112. Paris: La Découverte, 2011.
- Hayat, Samuel, y Yves Sintomer. «Repenser la représentation politique.» *Raisons politiques*, 2013: 5-11.
- Hernández Sampieri, Roberto, Carlos Fernández Collado, y Pilar Baptista Lucio. *Metodología de la Investigación*. Mexico: McGraw-Hill, 2003.
- ICNL. «La sociedad civil.» *International Center for Not-for-Profit Law (ICNL)*. 2013. <http://www.icnl.org/programs/lac/mexico/index.html> (último acceso: 23 de Juillet de 2011).
- Kymlicka, Will, et Wayne Norman. «El retorno del ciudadano. Una revisión de la producción reciente en teoría ciudadana.» Dans *Revista de estudios sobre el Estado y la Sociedad* N° 3, 5-40. España: Paidós, 1996.
- La República Perú. *Grupo la República Digital*. 2013. <http://www.larepublica.pe/infografias/mapa-de-la-pobreza-en-el-peru-05-08-2012>.
- Lefevre, Rémi. «Non-dits et points aveugles de la démocratie participative .» En *La démocratie participative*, de François Robbe, 33-58. Paris: L'Harmattan, 2007.
- Licha, Isabel. *Concertación y gerencia social: conceptos, enfoques y experiencias*. Washington, DC: INDES/BID, 2003.
- Loïc, Blondiaux. «« La démocratie par le bas » Prise de parole et délibération dans les conseils de quartier du vingtième arrondissement de Paris.» *Hermès, La Revue*, n° 26-27 (2000): 323-338.

- MCLCP. «Balance del Desempeño de la Mesa de Concertación para la Lucha Contra la Pobreza (2006 - 2012).» Consultoria, Lima, 2013.
- MCLCP. *Concertando para la lucha contra la pobreza*. Lima: Lima: MCLCP, 2004
Paginación: 12 p. , 2004.
- MCLCP. *Futuro sin pobreza: balance de la lucha contra la pobreza y propuestas*. Evaluación, Lima: Mesa de Concertación de lucha contra la pobreza, 2007.
- . *Para tener en cuenta. Orientaciones para el trabajo de las Mesas de Concertación*. Lima: Grambs Corporación Gráfica SAC, 2006.
- MCLCP. «Procesos, acciones y actores clave a nivel regional y provincial.» Consultoria, Lima, 2012.
- Merino, Mauricio. *La participación ciudadana en la democracia*. Mexico: Instituto Federal Electoral, 2001.
- Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social. *Programa nacional de Apoyo a los más pobres*. s.d. <http://www.juntos.gob.pe/index.php/quienes-somos> (accès le Mai 7, 2014).
- Monbelg, Michel. *La démocratie confisquée. Analyse sociologique d'un principe d'action publique: la participation des habitants à la politique de la ville*. 2007.
- Nez, Héloïse. *La démocratie participative locale : un questionnement de sa dimension inclusive à partir des expériences de Bobigny (France) et de Barreiro (Belo Horizonte, Brésil)*. Monographie, Canada: CRDC, 2006.
- O'Donnell, Guillermo. «Democracia Delegativa.» Dans *Instituciones Políticas y Sociedad*, de Romeo Grompone, 222-239. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 1995.
- Olivier, Roy. «Asie centrale: la société civile en débat.» *Revue internationale de politique comparée*, 2002: 171-191.
- Ortiz de Zarate, Roberto. *CIDOB*. 6 Juin 2011. http://www.cidob.org/es/documentation/biografias_lideres_politicos/america_del_sur/peru/valentin_paniagua_corazao#3 (accès le Avril 17, 2014).
- Palacios, Julio Diaz. *Participación Ciudadana en los Procesos de Descentralización en el Perú*. Lima: INWENT, 2007.
- Palma, Diego. «La educación para la democracia.» *Investigación y Crítica*, n° 4 (2000): 22.
- Palma, Diego. *La participación y la contrucción de ciudadanía*. Departamento de Investigación, Universidad de Arte y Ciencias Sociales, Santiago de Chile: U.UARCIS, 1998, 48.
- Panfichi, Aldo, et Juan Luis Dammert. *Oportunidades y limitaciones de la participación ciudadana en el Perú. La Mesa de Concertación para la Lucha Contra la Pobreza*.

- Informes de Investigación elaborados en el marco del proyecto de investigación: "Sociedad Civil y Democracia en América Latina, Segunda Fase: Redes Sociales y Liderazgo Político Local", Departamento de Ciencias Sociales, PUCP, Lima: PUCP. Departamento de Ciencias Sociales, 2005, 47.
- Panorama Cajamarquino. *Diario Panorama Cajamarquino*. 03 de 05 de 2014. <http://www.panoramacajamarquino.com/noticia/analisis-del-pbi-en-el-peru-y-cajamarca/> (último acceso: 18 de Mai de 2014).
- Piccoli, Emmanuelle. «Les rondes paysannes au Pérou.» *La Revue Nouvelle*, 2009: 98-105.
- Reber, Bernard. «Évaluer le débat démocratique.» En *Les états de la démocratie*, de Odile Piriou, & Pierre Lénéel, 159-1888. Paris: Hermann, 2011.
- Remy, María Isabel. *Los múltiples campos de la participación ciudadana en el Perú*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 2005.
- Rivera Rúa, Carlos. *La democracia participativa en el Perú*. Programa Capacidades, Lima: INWENT, 2007.
- Robbe, François. «Democratie Representative et Participation.» Dans *La démocratie participative*, de François Robbe, 11-32. Paris: L'Harmattan, 2007.
- Sartori, Giovanni. *Teoría de la Democracia: 1. El Debate Contemporáneo*. Madrid: Alianza Universidad, 2000.
- Sintomer, Samuel Hayat et Yves. «Repenser la représentation politique.» *Raisons politiques*, 2013: 5-11.
- Soberon, Luis. «la mesa de concertación Cajamarca: Un estudio de caso sobre políticas integradas en el Perú.» Dans *SEMINARIO REGIONAL: INTESEP*, de CONDESAN, 69. Lima: FOMCIENCIAS, 1995.
- Soberon, Luis. «LA MESA DE CONCERTACIÓN DE CAJAMARCA: Un estudio de caso sobre políticas integradas en el Perú.» Dans *SEMINARIO REGIONAL: INTESEP*, de CONDESAN, 69. Lima: FOMCIENCIAS, 1995.
- Tanaka, Martín. *La Participación Ciudadana y el Sistema Representativo*. Lima: PRODES-USAID, 2007.
- Touraine, Alain. «Communication politique et crise de la représentativité.» *Hermès, La Revue*, n° 4 (1989): 43-51.
- Urfalino, Philippe. «La décision par consensus apparent. nature et propriété.» *Revue européenne des sciences sociales*, 2007: 47-70.
- Zeballos, Catalina Durand. «Construyendo ciudadanos: jóvenes líderes y organizaciones de afectados por la violencia interna en ayacucho.» Dans *La participación desplegada en*

la política y la sociedad, de Romeo Groompone, 213-229. Lima: RED PARA EL DESARROLLO DE LAS CIENCIAS SOCIALES EN EL PERÚ, 2008.

7 ANNEXES

7.1 SOURCES

SOURCES PRINCIPALEMENT EXPLOTÉES	
JOURNAUX	
Diario Peruano La República	Internet
Diario La República	Internet
Diario Panorama Cajamarquino	Internet
SITES INTERNET	
Gobierno Regional de Cajamarca	http://www.regioncajamarca.gob.pe/
Mesa de Concertación de Lucha contra la pobreza	http://www.mesadeconcertacion.org.pe/
Instituto de Estudios Peruanos	http://www.iep.org.pe/
CEDEPAS Norte	http://www.cedepas.org.pe/

7.2 QUESTIONNAIRE

Nº..... Fecha:...../...../.....

CUESTIONARIO

Presentación

Estimado Señor(a), la presente encuesta tiene por finalidad recolectar información sobre algunos aspectos de la participación y concertación con la intención de elaborar un estudio sobre la **“Participación y Concertación entre la Sociedad Civil y el Estado en la Mesa de Concertación para la Lucha contra la Pobreza de Cajamarca durante el periodo 2013”**. Además le indico que sus respuestas serán confidenciales, garantizándole el absoluto anonimato.

Por lo tanto, seguro de contar con su colaboración, me despido cordialmente y le agradezco de antemano su colaboración.

Yeison Vásquez Castillo
Responsable de la Investigación

1 CARACTERÍSTICAS GENERALES DE LOS MIEMBROS DE LA MCLCP DE CAJAMARCA

1.1 Donde nació:	
1.2 Cuál es su grado de instrucción:	
1.3 A qué se dedica:	
1.4 A qué organización representa:	
1.5 Dentro el Organigrama de la MCLCP de Cajamarca señale usted en cual pertenece. Señale las que corresponda.	a. Comité Ejecutivo Regional. b. Grupo de Trabajo Eje Social. c. Grupo de Trabajo Eje Institucional d. Grupo de Trabajo Eje Ambientale. e. Grupo de Trabajo Eje Económico. f. Comisión de Infancia. g. Grupo de Trabajo de la Mujer.
1.6 Hace cuánto tiempo participa en la MCLCP de Cajamarca	

2 CONOCIMIENTO SOBRE LA MCLCP.

2.1 De los siguientes objetivos, señale cuales corresponden a la MCLCP. Puede marcar hasta máximo 3.

- Promover la creación de condiciones económicas, sociales, ambientales y culturales que mejoren los niveles de vida de la población.
- Lograr mayor eficiencia en la ejecución de los programas comprendidos en la lucha contra la pobreza.
- Concertar las políticas sociales en una perspectiva de desarrollo humano con enfoque de equidad y de género.
- Mejorar la asignación y ejecución de los recursos públicos.
- Institucionalizar la participación de la ciudadanía en el diseño, toma de decisiones y fiscalización de la política social del Estado.
- Reforzar la relación entre el Estado y la sociedad civil.

2.2 En una escala del 1 a 5 (5 es totalmente de acuerdo y 1 muy en desacuerdo) valore usted en qué lugar de la escala situaría las siguientes afirmaciones:

AFIRMACIONES	1	2	3	4	5
a. La MCLCP ha logrado convocar y convencer a la mayor parte de sectores para que se involucren en la tarea de erradicar la pobreza.					
b. La MCLCP ha contribuido a crear conciencia sobre la importancia de tener una visión integral del desarrollo en Cajamarca.					
c. La MCLCP ha contribuido a mejorar la priorización de la inversión pública y privada.					
d. La MCLCP ha contribuido a la institucionalidad democrática fortaleciendo los gobiernos locales y las organizaciones sociales.					
e. La MCLCP ha contribuido a promover la inclusión de los sectores que están más postergados y que por su condición de marginalidad no participan en los espacios de participación y concertación.					

2.3 Con una escala de valoración igual que la anterior (5 es totalmente de acuerdo y 1 muy en desacuerdo), en qué lugar de la escala situaría las siguientes afirmaciones:

AFIRMACIONES SOBRE LA ORGANIZACIÓN DE LA MCLCP DE CAJAMARCA	1	2	3	4	5
a. La MCLCP ha definido de manera clara el tema y los objetivos de las reuniones.					
b. Los horarios de las reuniones en la MCLCP son apropiados.					
c. La MCLCP de Cajamarca tiene una estrategia para identificar y convocar a los actores sociales.					
d. Las reuniones de la MCLCP se han caracterizado por tener un dialogo equitativo y fluido entre sus miembro.					
e. El plan de trabajo del 2013 de la MCLCP de Cajamarca ha sido producto del dialogo y debate entre sus miembros.					
f. Las actividades realizadas por la MCLCP durante el 2013 han sido ejecutadas equitativamente entre sus miembros.					

2.4 Cree usted que la MCLCP de Cajamarca ha mejorado la gestión de recursos de la localidad, determinando que se los use de manera responsable.

- a. Sí.
- b. No.
- c. No sabe/No opina

Si la respuesta es "Sí", podría especificar 03 acciones en donde se evidencie:	Si la respuesta es "No", podría especificar porque:
<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

2.5 Cree usted que la MCLCP ha contribuido a fortalecer los procesos de gestión, negociación y comunicación entre la Sociedad Civil y Estado en Cajamarca.

- a. Sí.
- b. No.
- c. No sabe/ No opina

Si la respuesta es "Sí", podría especificar 03 acciones en donde se evidencie:	Si la respuesta es "No", podría especificar porque:
<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

2.6 Cree usted que la MCLCP de Cajamarca ha contribuido a consolidar el liderazgo del Estado, fortaleciendo su papel de promotor del desarrollo y contribuyendo a mejorar su eficacia y eficiencia en la prestación de servicios.

- a. Sí.
- b. No.
- c. No sabe/No opina

Si la respuesta es "Sí", podría especificar 03 acciones en donde se evidencie:	Si la respuesta es "No", podría especificar porque:
.....

2.7 Cree usted que la MCLCP de Cajamarca ha logrado institucionalizar la participación de la ciudadanía en el diseño, toma de decisiones y vigilancia de la política social del Estado.

- a. Sí.
- b. No.
- c. No sabe/ No opina

Si la respuesta es "Sí", podría especificar 03 acciones en donde se evidencie:	Si la respuesta es "No", podría especificar porque:
.....

2.8 Cree usted que la MCLCP de Cajamarca ha fortalecido la identidad y el sentido de pertenencia en la ciudadanía, al concertar objetivos y metas comunes de desarrollo y convivencia.

- a. Sí.
- b. No.
- c. No sabe/No opina

Si la respuesta es "Sí", podría especificar 03 acciones en donde se evidencie:		Si la respuesta es "No", podría especificar porque:
.....

3 PARTICIPACIÓN DE LA SOCIEDAD CIVIL EN LA MCLCP DE CAJAMARCA

3.1 A continuación se le presentan algunas preguntas concernientes a su participación dentro de la MCLCP de Cajamarca durante el año 2013.

Preguntas	Respuesta		
	Si	No	No sabe/No opina
a. ¿Usted ha sido informado sobre el plan de trabajo o las actividades que la MCLCP de Cajamarca ha realizado durante el 2013?			
b. ¿Usted ha sido consultado si está de acuerdo o no con el plan de trabajo de la MCLCP de Cajamarca durante el 2013?			
c. ¿Usted ha sugerido cambios en el plan de trabajo o actividades de la MCLCP de Cajamarca durante el 2013?			
d. ¿Usted ha participado en la elaboración del plan de trabajo o actividades de la MCLCP de Cajamarca durante el 2013?			
e. ¿Usted ha participado en la identificación de problemas y elaboración de objetivos dentro de la MCLCP de Cajamarca durante el 2013?			

3.2 A continuación se le presenta una lista con organizaciones de la Sociedad Civil de Cajamarca, señale por favor cuales de ellas han integrado la MCLCP durante el año 2013. Además señale cómo considera la participación de las organizaciones señaladas.

Organización y/o Institución	¿Participa?		Cómo califica su participación en la MCLCP de Cajamarca		
	Si	No	Frecuente	Regular	Poco frecuente
a. Comités de Vaso de Leche					
b. Comedores Populares					
c. Club de Madres					
d. Organizaciones Religiosas					
e. Asociaciones de Padres de Familia					
f. Comité de Seguridad Ciudadana					
g. Comité de Gestión o Desarrollo					
h. Organización Barrial (juntas vecinales)					
i. Comité de Autodefensa					
j. Frente de Defensa					
k. Rondas Campesinas					
l. Organizaciones no gubernamentales					
m. Redes o consorcios de ONG					
n. Organizaciones Sindicales					
o. Colegios Profesionales					
p. Organizaciones ambientalistas					
q. Organizaciones de derechos humanos					
r. Organizaciones Indígenas					
s. Organizaciones estudiantiles					
t. Organizaciones Juveniles					
u. Organizaciones de Mujeres					
v. Organizaciones de Consumidores					
w. Organizaciones culturales					
x. Organizaciones de Discapacitados					
y. Organizaciones de Cesantes					

z. Organización de Productores					
aa. Comité de Regantes					
bb. Organizaciones de Comerciantes					
cc. Organizaciones de Crédito					
dd. Cámara de Comercio					

3.3 De la siguiente lista, señale quienes han integrado durante el 2013 la MCLCP de Cajamarca y además señale si su participación es frecuente, regular o poco frecuente.

Institución del Estado	¿Participa?		Cómo califica su participación en la MCLCP de Cajamarca		
	Si	No	Siempre	En ocasiones	Rara vez
a. Representante del Consejo Regional					
b. Gerencia General de Desarrollo Económico					
c. Gerencia General de Desarrollo Social					
d. Gerencia Regional de planificación, presupuesto y acondicionamiento territorial.					
e. Gerencia Regional de Infraestructura					
f. Direcciones Regionales e instancias desconcentrada.					
F1. Centro Emergencia Mujer (CEM)					
F2. Dirección Regional de Comercio Exterior y Turismo (DIRCETUR)					
F3. Dirección Regional de Salud (DIRESA)					
F4. Dirección Regional de Educación					
F5. Dirección Regional de vivienda, construcción y Saneamiento.					
F6. Frente Policial Cajamarca					
F7. Hospital Regional de Cajamarca					
F8. Oficina Regional y/o Municipal de Atención a la Persona con Discapacidad					
F9. RENIEC					
F10. Servicio Apoyo y Asesoramiento a Necesidades Educativas Especiales (SAANEE)					
F11. Dirección Regional de la Policía					
F12. DIRECCION REGIONAL DE TRABAJO Y PROMOCION DEL EMPLEO					
F13. Ministerio de Economía y Finanzas (MEF)					
F14. OFICINA DE DEFENSA NACIONAL DEL GOBIERNO REGIONAL					
F15. PROVIAS DESCENTRALIZDO					
F16. RENIEC					
F17. DIRECCION REGIONAL DE AGRICULTURA					
F18. DIRECCION REGIONAL DE CULTURA CAJAMARCA					
F19. DIRECCION REGIONAL DE PRODUCCIÓN					
F20. Instituto Nacional de Innovación Agraria (INIA)					
F21. Defensoria del Pueblo					
F22. SENAMHI					
F23. DEMUNA Cajamarca					
F24. Las unidades de gestión de educación local (UGEL)					
F25. Ministerio de desarrollo e inclusión social (MIDIS)					

F26. OFICINA DESCENTRALIZADA SEGURO INTEGRAL DE SALUD CAJAMARCA					
F27. Ministerio Público					
Otros:.....					
g. Programas del Estado					
G1. Consejo Nacional para el Desarrollo y la Inclusión de las Personas con Discapacidad					
G2. Cuna Mas					
G3. FONCODES					
G4. Programa de Apoyo a la Reforma del Sector Salud					
G5. PENSIÓN 65					
G6. PRONABEC					
G7. QALI WARMA					
G8. AGRORURAL					
G9. SIERRA EXPORTADORA					
G10. ZEE-OT- GOBIERNO REGIONAL					
G11. Programa Integral Nacional para el Bienestar Familiar (INABIF).					
Otros:.....					
h. Otros: H1. Universidad Nacional de Cajamarca H2. H3. H4.					

- 3.4 Señale usted: ¿Cómo ha sido elegido para representar a su organización y/o institución en la MCLCP de Cajamarca?**
- Por votación.
 - Por designación.
 - Por el cargo que ocupa en su organización y/o institución. Especificar el cargo:.....
 - Otro:
- 3.5 Señale: ¿Con qué frecuencia usted informa a los miembros de su organización y/o institución sobre las decisiones y/o actividades que toma en la MCLCP de Cajamarca?**
- Una vez al año
 - Dos veces al año.
 - Tres veces al año.
 - Cuatro veces al año o más.
 - Más de cuatro veces al año.
 - Ninguna vez.
- 3.6 ¿Considera usted que las opiniones vertidas por los representantes de la MCLCP de Cajamarca son respaldadas por las organizaciones y/o instituciones a las cuales representan?**
- Siempre.
 - A veces.
 - Nunca.

3.7 ¿Considera que las propuestas que ha realizado usted a la MCLCP de Cajamarca son producto de las decisiones concertadas entre los miembros de la organización y/o institución a la que representa?

- a. Siempre.
- b. A veces.
- c. Nunca.

4 CONCERTACIÓN ENTRE LA SOCIEDAD CIVIL Y EL ESTADO EN LA MCLCP DE CAJAMARCA.

4.1 De la siguiente lista, 6 son actitudes fundamentales para la concertación. Señale cuáles son:

Actitudes	Señalar con "X"	Actitudes	Señalar con "X"
a. Actitud de dialogo		b. Solidaridad	
c. Generosidad		d. Sensibilidad	
e. Tolerancia		f. Optimismo	
g. Sinceridad		h. Creatividad e imaginación	
i. Paciencia		j. Sencillez	
k. Entusiasmo			

4.2

4.3 En una escala del 1 a 5 (5 es totalmente de acuerdo y 1 muy en desacuerdo), valore usted cuáles de las siguientes aptitudes son más difíciles o fáciles de poner en práctica en la concertación.

Responda según la siguiente escala:

- 1.- Sumamente difícil 2.- Difícil 3.- Medianamente difícil 4.-Un poco fácil
- 5.- Totalmente fácil.

APTITUDES	5	4	3	2	1	APTITUDES	5	4	3	2	1
Dialogo						Entusiasmo					
Tolerancia						Sensibilidad					
Paciencia						Creatividad e imaginación					

4.4 De manera general: ¿Cómo calificaría usted las siguientes afirmaciones?

Afirmaciones	Totalmente de acuerdo	Medianamente de acuerdo	En desacuerdo
a. La MCLCP cuenta con información oportuna, veraz y la comunica rápida y claramente a sus integrantes.			
b. Todos los integrantes de la MCLCP de Cajamarca acuden por libre iniciativa y con voluntad de aportar.			
c. La MCLCP cuenta con normas o reglas claramente definidas que rigen el proceso de concertación.			
d. La MCLCP cuenta con objetivos y metas claras respecto a la concertación.			
e. Todos los participantes de la MCLCP exponen libremente sus ideas.			

4.5 Su participación en la MCLCP de Cajamarca es:

- a. Voluntaria.
- b. Obligatoria.
- c. No sabe / no opina

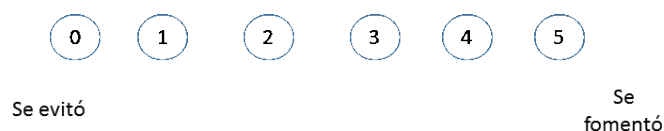
4.6 ¿Cómo se toman los acuerdos en la MCLCP de Cajamarca?

- a. Por mayoría o votación.
- b. Por diálogo o consenso.
- c. Otra. Especifique:

4.7 Cómo son tomados los acuerdos dentro de la MCLCP cuando no hay consenso para tomar decisiones.

- a. Se sigue con el diálogo hasta llegar a un acuerdo.
- b. Se realiza una votación y gana la mayoría.
- c. Otra. Especifique:

4.8 En relación al dialogo y al debate entre los participantes. En una escala del 0 al 5, donde 0 significa que se evitó el intercambio de opiniones y 5 que el debate y la diversidad de opiniones se fomentó.



4.9 Considera que su opinión es considerada o tomada en cuenta en las decisiones adoptadas por la MCLCP de Cajamarca.

- a. Siempre.
- b. A veces.
- c. Nunca.

4.10 ¿Los acuerdos tomados en la MCLCP de Cajamarca son respetados por los representantes del Estado?

- a. Siempre.
- b. A veces.
- c. Nunca.

4.11 Desemboca (llega) el proceso participativo en la adopción de acuerdos o recomendaciones sobre una decisión del Estado.

- a. Si.
- b. No.
- c. No sabe

4.12 En qué medida considera que las decisiones tomadas en la MCLCP de Cajamarca han tenido relación con la toma de decisiones del gobierno regional o municipal.

- a. Muy poco, el proceso no estuvo conectado con decisiones del gobierno regional o municipal.
- b. Los/as participantes propusieron ideas, aunque fue el gobierno regional o la municipalidad quien tomo las decisiones finales
- c. Las propuestas del proceso participativo en la MCLCP de Cajamarca fueron muy decisivas para la toma final de decisiones del gobierno regional o municipal.
- d. Los/as participantes no solo decidieron sino que ayudaron después a poner en marcha la política.

4.13 Según su opinión cuales son los resultados que la MCLCP de Cajamarca ha logrado en el 2013.

.....
.....
.....

4.14 Finalmente, desde su experiencia, cual es la utilidad para usted que tiene la MCLCP de Cajamarca.

.....
.....

CONVENIO DE PRÁCTICAS PROFESIONALES RECOMENDADO n° 15578

Preámbulo : prácticas fuera de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan carácter industrial ni comercial : Los firmantes del presente convenio de prácticas reconocen haberse informado sobre el artículo 9 de la ley n°2006-396 en pro de la igualdad de oportunidades y modificada, de sus decretos de aplicación, de la ley n° 2009-1437 del 24 de noviembre de 2009 relativa a la orientación y a la formación profesional a lo largo de la vida así como el estatuto de las prácticas (anexo 1). Ellos aceptan los principios. prácticas dentro de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan carácter industrial ni comercial: Los firmantes del presente convenio de prácticas reconocen haberse informado sobre el decreto 2009-885 del 21 de julio de 2009 relativo a las modalidades de recepción de los estudiantes de la enseñanza superior en prácticas dentro de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan un carácter industrial ni comercial.

ENTRE

El Centro de Educación Superior:Nombre del establecimiento : **Université Bordeaux Segalen**Dirección : **146, Rue Léo Saignat 33076 Bordeaux**Representado por (nombre del firmante del presente convenio) : **Manuel TUNON de LARA**Cualidad del representante : **Le Président**Componente /UFR/ DÉPARTEMENT DE **SOCIOLOGIE**Dirección: (si es diferente a la del Centro de Educación) **UFR des Sciences de l'Homme 3 ter, Place de la Victoire 33076 BORDEAUX CEDEX**

Tif : 05.57.57.18.57

fax : 05.57.95.80.02

E-mail : masters.socio@socio.u-bordeaux2.fr**La Empresa/Institución donde se desarrollarán las prácticas:**Nombre : **CENTRO ECUMENICO DE PROMOCION Y ACCION SOCIAL NORTE - CEDEPAS NORTE**Dirección : **Los sauces urb. el ingenio 558 cajamarca CAJAMARCA PÉROU**

Tif : 0051076365628

fax :

E-mail : cedepascajamarca@cedepas.org.peRepresentado por (nombre del firmante del presente convenio) : **Mme ANGULO ALVA Ana**Cualidad del representante : **Directrice Exécutive**Nombre del servicio en el cual las prácticas serán realizadas : **CENTRO ECUMÉNICO DE PROMOCIÓN Y ACCIÓN SOCIAL NORT**Lugar de las prácticas: (si es diferente a la dirección de la Empresa/Institución) **Los sauces 558 urb. el ingenio cajamarca CAJAMARCA PÉROU****Y el alumno en prácticas :**Apellido : **VASQUEZ CASTILLO**Nombre : **Yeison baltazar**Sexo : **M**Fecha de nacimiento :
26/10/1985Dirección: : **13 RUE FRANCISCO FERRER RES CLAIRE FONTAINE APPART 3 33700 MERIGNAC FRANCE**

Tif :

portable : **06 77 51 03 69**

E-mail :

yeisonbaltazar.vasquezcastillo@etud.u-bordeaux2.fr

Título de la formación o de los estudios realizados en el centro de educación superior :

Master Sciences sociales 1ère année**TEMA DE LAS PRÁCTICAS : Participation des habitants et développement communautaire****FECHAS DE LAS PRÁCTICAS Del : 05/12/2013 Al 14/02/2014****DURACIÓN DE LAS PRÁCTICAS : 105 heure(s)****Total de DÍAS :****Tutela de la persona de prácticas a cargo de :**

El Centro de Educación en la persona de :

Apellido : **COUSIN**Nombre : **Olivier**Ocupación : **Personal**Tif : **+33 5 57 57 15 03**E-mail: : olivier.cousin@u-bordeaux2.fr

La Empresa/Institución en la persona de :

Apellido : **GONZALES ANAMPA**Nombre : **Alex**Ocupación : **Coordinateur du Programme Institutionnel "Citoyenneté et de Démocratie"**

Tif :

E-mail: : agonzales@cedepas.org.pe

En caso de accidente contactar a la Seguridad Social « Caisse Primaire d'Assurances Maladie » (lugar de domicilio)

7.3 RAPPORT DE STAGE MASTER 1 – YEISON VASQUEZ

Organisme d'accueil : CEDEPAS Norte Cajamarca - Pérou

Sujet du Stage : Élaboration d'un dossier pour promouvoir l'Empowerment des habitants pour améliorer la participation citoyenne et développement communautaire

Durée du stage : 05 décembre au 14 février 2013-2014

Modalité : A distance

Durant l'exécution de mon stage de Master 1, j'ai été mené à élaborer un manuel de formation afin de promouvoir l'empowement des habitants. Ce stage a été réalisé dans le cadre du programme de la gouvernabilité et la démocratie qui est développée par CEDEPAS Norte Cajamarca (Centro Ecuménico de Promoción y Acción Social NORTE- CEDEPAS). La modalité a été effectuée distance.

CEDEPAS Norte est une organisation de développement, œcuménique et démocratique ; elle pratique l'équité, la tolérance, la transparence et la solidarité et renforce les capacités des hommes et des femmes. Cette organisation repose sur une expérience accumulée depuis deux décennies de travail, au cours de laquelle il y avait plusieurs étapes de développement et de modification substantielles qui apporte de nouveaux processus de développement par rapport à son environnement. Dans cette perspective, j'avais pour mission de créer un guide d'empowement pour les dirigeants communautaires bénéficiaire du CEDEPAS Norte. Les approches utilisées de mon guide sont les suivantes : le développement humain, les droits de l'homme, l'interculturalité, l'égalité des sexes et de l'égalité des chances. Par conséquent, le processus de formation incarnée dans le guide élaboré met l'accent sur le renforcement des capacités pour la gestion des conflits sociaux entre les différents acteurs et représentants de la société civile.

La méthodologie utilisée a permis de mettre en place une analyse documentaire émettant des caractérisés socioéconomique des bénéficiaires du CEDEPAS Norte et des diagnostics réalisés par CEDEPAS Norte. Ces informations-là m'ont servis comme point d'appuie pour commencer la rédaction du guide de formation. Ensuite j'ai assisté à des réunions avec le responsable du programme de la gouvernabilité et démocratie pour vérifier les idées du guide, mais aussi pour construire ensemble les objectifs et certaines activités. Pour réaliser mon stage, le responsable suivi de l'avancement de mon stage à Cajamarca, a mis à ma disposition tous les documents nécessaires pour élaborer le guide d'empowement. J'ai eu relativement le

libre choix d'organiser mon travail tel que je le souhaitais. Cette marge relative de liberté m'a permis de faire un travail constructif en lien avec mon mémoire.

Ces réunions ont été effectuées par webcam (Skype), qui a eu lieu chaque semaine. Le guide d'empowerment a pour mission d'augmenter les capacités des habitants pour promouvoir eux-mêmes processus de participation et concertation, par exemple : le Plan de développement communautaire qui est outil de la gouvernabilité et aussi de la démocratie participative ou simplement, parce qu'ils peuvent participer dans dispositifs participatif pour améliorer la puissance antérieure. Pour cela, le guide d'empowerment est composé de quatre voie de formation :

- premièrement, la planification du développement communautaire : la planification concertée à la priorité aux enfants et aux adolescents ;
- deuxièmement, le renforcement de l'organisation communautaire : Renforcer la société civile qui existe dans les communautés à gérer le développement local ;
- troisièmement, la mise en œuvre des initiatives citoyennes : le développement et la mise en œuvre des initiatives citoyennes pour la gestion du développement local ;
- quatrièmement, La concertation communautaire : le leadership, la négociation et la résolution des conflits.

L'objectif de ce guide effectué permet de contribuer au renforcement du leadership et aux capacités pour le développement communautaire afin de déboucher son développement économique par le biais des mécanismes de stratégies de concertation avec des accords sociaux suffisants.

La guide de formation se compose de trois modules :

- Module 1 Planification du développement locale : Il promeut les habilités pour devenir un bon leader communautaire, pour lui permettre d'implémenter des processus de planification dans leurs communautés. Ce module facilite la méthodologie et les outils nécessaires pour faire les taches : le diagnostiques communautaires et la planification participatif.

- Module 2 Renforcement de l'organisation sociale : Le renforcement des organisations de base à travers l'élaboration d'outils pour faire des diagnostics participatifs de l'ambiance organisationnelle.
- Module 3 Planification des incitatifs de la citoyenneté pour améliorer la gouvernabilité et l'équité : Cette module est composé avec les principaux outils démocratie participative : Vigilance Citoyenne, Reddition des comptes, Budgets participatifs etc.
- Module 3 Gestion des Conflits : Le module se concentre sur les fournitures des compétences annalistique des conflits. Pour cela, le module est composé de principaux outils de résolution des conflits.

Par ailleurs, le guide d'empowerment met en place une structure qui permette d'institutionnaliser cette méthodologie, cette structures est appelée « Escuela de Líderes Comunitarios », cette école d'apprentissage s'est déroulée pendant 6 mois. Enfin, le stage m'a permis non seulement de collaborer avec CEDEPAS Nord, mais aussi de renforcer mon engagement pour ma région, de plus j'ai pu utiliser la connaissance que j'ai acquéri durant mon premier semestre, parce que, le sujet de mon mémoire s'est déroulé dans ma région. Donc, j'ai essayé d'améliorer la construction du guide d'empowerment avec les informations que j'ai pu prendre durant mon master.